

## Appendice I

### LA REVOLUTION ETRANGLEE

J'ai malheureusement lu *Les Conquérants* avec un retard de dix-huit mois ou de deux ans. Le livre est consacré à la Révolution chinoise, c'est-à-dire au plus grand sujet de ces cinq dernières années. Un style dense et beau, l'œil précis d'un artiste, l'observation originale et hardie, tout confère au roman une importance exceptionnelle. Si j'en parle ici, ce n'est pas parce que le livre est plein de talent, bien que ce fait ne soit pas négligeable, mais parce qu'il offre une source d'enseignements politiques de la plus haute valeur. Viennent-ils de Malraux? Non, ils découlent du récit même, à l'insu de l'auteur, et témoignent contre lui, ce qui fait honneur à l'observateur et à l'artiste, mais non au révolutionnaire. Cependant, nous sommes en droit d'apprécier également Malraux de ce point de vue: en son nom personnel et surtout au nom de Garine, son second moi, l'auteur ne marchandé pas ses jugements sur la révolution.

Le livre s'intitule roman. En fait, nous sommes en face de la chronique romancée de la Révolution chinoise dans sa première période, celle de Canton. La chronique n'est pas complète. La poigne sociale fait parfois défaut. En revanche, passent devant le lecteur, non seulement de lumineux épisodes de la révolution, mais encore des silhouettes nettement découpées qui se gravent dans la mémoire comme des symboles sociaux.

Par petites touches colorées, suivant la méthode des pointillistes, Malraux donne un inoubliable tableau de la grève générale, non pas certes comme elle est en bas, non comme on la fait, mais comme elle est aperçue d'en haut: les Européens n'ont pas leur déjeuner, les Européens étouffent de chaleur -les Chinois ont cessé de travailler aux cuisines et de faire fonctionner les ventilateurs. Ceci n'est pas un reproche à l'adresse de l'auteur: l'étranger-artiste n'aurait sans doute pas pu aborder son thème autrement. Mais on peut lui faire un autre grief qui, lui, est d'importance: il manque au livre une affinité naturelle entre l'écrivain, malgré tout ce qu'il sait et comprend, et son héroïne, la Révolution.

Les sympathies, d'ailleurs actives, de l'auteur pour la Chine insurgée sont indiscutables. Mais elles sont corrodées par les outrances de l'individualisme et du caprice esthétique. En lisant le livre avec une attention soutenue, on éprouve parfois un sentiment de dépit, lorsque dans le ton du récit, on perçoit une note d'ironie protectrice à l'égard des barbares capables d'enthousiasme. Que la Chine soit arriérée, que certaines de ses manifestations politiques aient un caractère primitif, personne n'exige qu'on le passe sous silence. Mais il faut une juste perspective qui mette tous les objets à leur place. Les événements chinois, sur le fond desquels se déroule le "roman" de Malraux, sont incomparablement plus importants, pour les destins futurs de la culture humaine, que le tapage vain et pitoyable des parlements européens et que les montagnes de produits littéraires des civilisations stagnantes. Malraux semble éprouver une certaine timidité à s'en rendre compte.

Dans le roman, il est des pages, belles par leur intensité, qui montrent comment la haine révolutionnaire naît du joug, de l'ignorance, de l'esclavage et se trempe comme l'acier. Ces pages auraient pu entrer dans l'Anthologie de la Révolution si Malraux avait abordé les masses populaires avec plus de liberté et de hardiesse, s'il n'avait pas introduit dans son étude une petite note de supériorité blasée, semblant s'excuser de sa liaison passagère avec l'insurrection du peuple chinois, aussi bien peut-être auprès de lui-même que des mandarins académiques en France et des trafiquants d'opium de l'esprit.

Borodine représente l'Internationale communiste et occupe le poste de conseiller près du gouvernement de Canton. Garine, le favori de l'auteur, est chargé de la propagande. Tout le travail se poursuit dans les cadres du Kuomintang. Borodine, Garine, le "général" russe Gallen, le Français Gérard, l'Allemand Klein constituent une originale bureaucratie de la révolution, s'élevant au-dessus du peuple insurgé et menant sa propre "politique révolutionnaire" au lieu de mener la politique de la révolution.

Les organisations locales du Kuomintang sont ainsi définies: "La réunion de quelques fanatiques, évidemment braves, de quelques richards qui cherchent la considération ou la sûreté, de nombreux étudiants, de coolies..." (cf. pp. 29 et 30). Non seulement les bourgeois entrent dans chaque organisation mais ils mènent complètement le parti. Les communistes relèvent du Kuomintang. On persuade aux ouvriers et aux paysans de n'accomplir aucun acte qui puisse rebuter les amis venus de la bourgeoisie. "Telles sont ces sociétés que nous contrôlons (plus ou moins d'ailleurs, ne vous y trompez pas)..." (cf. p. 29). Edifiant aveu! La bureaucratie de l'Internationale communiste a essayé de "contrôler" la lutte de classe en Chine, comme l'Internationale bancaire contrôle la vie économique des pays arriérés. Mais une révolution ne peut se commander. On peut seulement donner une expression politique à ses forces intérieures. Il faut savoir à laquelle de ces forces on liera son destin.

"Les coolies sont en train de découvrir qu'ils existent, simplement qu'ils existent" (cf. p. 31). C'est bien visé. Mais pour sentir qu'ils existent, les coolies, les ouvriers industriels et les paysans doivent renverser ceux qui les empêchent d'exister. La domination étrangère est indissolublement liée au joug intérieur. Les coolies doivent, non seulement chasser Baldwin ou Macdonald, mais renverser encore la classe dirigeante. L'un ne peut se réaliser sans l'autre. Ainsi, l'éveil de la personnalité humaine dans les masses de la Chine -qui dépassent dix fois la population de la France- se fond immédiatement dans la lave de la révolution sociale. Spectacle grandiose!

Mais ici Borodine entre en scène et déclare:

"Dans cette révolution, les ouvriers doivent faire le travail des coolies pour la bourgeoisie"<sup>1</sup>. L'asservissement social dont il veut se libérer, le prolétaire le trouve transposé dans la sphère de la politique. A qui doit-on cette opération perfide? A la bureaucratie de l'Internationale communiste. En essayant de "contrôler" le Kuomintang, elle aide, en fait, le bourgeois qui recherche "considération et sécurité" à s'asservir les coolies qui veulent exister.

Borodine qui, tout le temps, reste à l'arrière plan se caractérise dans le roman comme un "homme d'action" comme un "révolutionnaire professionnel", comme une incarnation vivante du bolchevisme sur le sol de la Chine. Rien n'est plus erroné! Voici la biographie politique de Borodine: en 1903 à dix-neuf ans, il émigre en Amérique; en 1918 il revient à Moscou où, grâce à sa connaissance de l'anglais, "il travaille à la liaison avec les partis étrangers"; il est arrêté en 1922 à Glasgow; ensuite, il est délégué en Chine en qualité de représentant de l'Internationale communiste. Ayant quitté la Russie *avant* la première révolution et y étant revenu *après* la troisième, Borodine apparaît comme un représentant accompli de cette bureaucratie de l'Etat et du parti, qui ne

<sup>1</sup> Cf. Lettre de Tchen Dou-siou. *La lutte de classe*, n° 25-26, p. 676.

reconnut la révolution qu'après sa victoire. Quand il s'agit de jeunes gens, ce n'est quelquefois rien de plus qu'une question de chronologie. A l'égard d'hommes de quarante à cinquante ans, c'est déjà une caractéristique politique. Que Borodine se soit brillamment rallié à la révolution victorieuse en Russie, cela ne signifie pas le moins du monde qu'il soit appelé à assurer la victoire de la révolution en Chine. Les hommes de ce type s'assimilent sans peine les gestes et les intonations des "révolutionnaires professionnels". Nombre d'entre eux, par leur déguisement, trompent non seulement les autres mais eux-mêmes. Le plus souvent, l'inflexible audace du bolchevik se métamorphose chez eux en ce cynisme du fonctionnaire prêt à tout. Ah! avoir un mandat du comité central! Cette sauvegarde sacro-sainte, Borodine l'avait toujours dans sa poche.

Garine n'est pas un fonctionnaire, il est plus original que Borodine, et peut-être même plus près du type du révolutionnaire. Mais il est dépourvu de la formation indispensable: dilettante et vedette de passage, il s'embrouille désespérément dans les grands événements et cela se révèle à chaque instant. A l'égard des mots d'ordre de la Révolution chinoise, il se prononce ainsi: "...bavardage démocratique, droits du peuple, etc." (cf. p. 36). Cela a un timbre radical, mais c'est un faux radicalisme. Les mots d'ordre de la démocratie sont un bavardage exécrable dans la bouche de Poincaré, Herriot, Léon Blum, escamoteurs de la France et geôliers de l'Indochine, de l'Algérie et du Maroc. Mais lorsque les Chinois s'insurgent au nom des "droits du peuple", cela ressemble aussi peu à du bavardage que les mots d'ordre de la révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle. A Hong-Kong, les rapaces britanniques menaçaient, au temps de la grève, de rétablir les châtiments corporels. "Les droits de l'homme et du citoyen", cela signifiait à Hong-Kong le droit pour les Chinois de ne pas être fustigés par le fouet britannique. Dévoiler la pourriture démocratique des impérialistes, c'est servir la révolution; appeler bavardage les mots d'ordre de l'insurrection des opprimés, c'est aider involontairement les impérialistes.

Une bonne inoculation de marxisme aurait pu préserver l'auteur des fatales méprises de cet ordre. Mais Garine, en général, estime que la doctrine révolutionnaire est un "fatras doctrinal". Il est, voyez-vous, l'un de ceux pour qui la révolution n'est qu'un "état de choses déterminé". N'est-ce pas étonnant? Mais, c'est justement parce que la révolution est un "état de choses" -c'est-à-dire un stade du développement de la société conditionné par des causes objectives et soumis à des lois déterminées- qu'un esprit scientifique peut prévoir la direction générale du processus. Seule l'étude de l'anatomie de la société et de sa physiologie permet de réagir sur la marche des événements en se basant sur des prévisions scientifiques et non sur des conjectures de dilettante. Le révolutionnaire qui "méprise" la doctrine révolutionnaire ne vaut pas mieux que le guérisseur méprisant la doctrine médicale qu'il ignore ou que l'ingénieur récusant la technologie. Les hommes qui, sans le secours de la science essayent de rectifier cet "état de choses" qui a nom maladie s'appellent sorciers ou charlatans et sont poursuivis conformément aux lois. S'il avait existé un tribunal pour juger les sorciers de la révolution, il est probable que Borodine, comme ses inspireurs moscovites, aurait été sévèrement condamné. Garine lui-même, je le crains, ne serait pas sorti indemne de l'affaire.

Deux figures s'opposent l'une à l'autre dans le roman, comme les deux pôles de la révolution nationale: le vieux Tcheng-Daï, autorité spirituelle de l'aile droite du Kuomintang -le prophète et le saint de la bourgeoisie, et Hong, chef juvénile des terroristes. Tous deux sont représentés avec une force très grande. Tcheng-Daï incarne la vieille culture chinoise traduite dans la langue de la culture européenne; sous ce vêtement raffiné, il "ennoblit" les intérêts de toutes les classes dirigeantes de la Chine. Certes, Tcheng-Daï veut la libération nationale, mais il redoute plus les masses que les impérialistes; la révolution, il la hait plus que le joug posé sur la nation. S'il marche au-devant d'elle, ce n'est que pour l'apaiser, la dompter, l'épuiser. Il mène la politique de la résistance sur deux fronts, contre l'impérialisme et contre la révolution, la politique de Gandhi dans l'Inde, la politique qu'en des périodes déterminées et selon telle ou telle forme la bourgeoisie mena sous toutes les longitudes et sous toutes les latitudes. La résistance passive naît de la tendance de la bourgeoisie à canaliser les mouvements des masses et à les confisquer.

Lorsque Garine dit que l'influence de Tcheng-Daï s'élève au-dessus de la politique, il n'y a plus qu'à hausser les épaules. La politique masquée du "juste", en Chine comme dans l'Inde, exprime, sous la forme sublime et abstraitement moralisante, les intérêts conservateurs des possédants. Le désintéressement personnel de Tcheng-Daï ne se trouve nullement en opposition avec sa fonction politique: les exploités ont besoin de "justes" comme la hiérarchie ecclésiastique a besoin de saints.

Qui gravite autour de Tcheng-Daï? Le roman répond avec une précision méritoire: un monde "de vieux mandarins, contrebandiers d'opium ou photographes, de lettrés devenus marchands de vélos, d'avocats de la faculté de Paris, d'intellectuels de toute sorte" (cf. p. 125). Derrière eux se tient une bourgeoisie solide, liée à l'Angleterre et qui arme le général Tang contre la révolution. Dans l'attente de la victoire, Tang s'appête à faire de Tcheng-Daï le chef du gouvernement. Tous deux, Tcheng-Daï et Tang, continuent néanmoins d'être membres du Kuomintang que servent Borodine et Garine.

Lorsque Tang fait attaquer la ville par ses armées et qu'il se prépare à égorger les révolutionnaires en commençant par Borodine et Garine, ses camarades de parti, ces derniers, avec l'aide de Hong, mobilisent et arment les sans-travail. Mais après la victoire remportée sur Tang, les chefs essaient de ne rien changer à ce qui existait auparavant. Ils ne peuvent rompre leur accord avec Tcheng-Daï parce qu'ils n'ont pas confiance dans les ouvriers, les coolies, les masses révolutionnaires. Ils sont eux-mêmes contaminés par les préjugés de Tcheng-Daï dont ils sont l'arme de choix.

Pour ne pas rebuter la bourgeoisie, il leur faut entrer en lutte avec Hong. Qui est-ce, et d'où sort-il? -"De la misère" (cf. p. 41). Il est de ceux qui font la révolution et non de ceux qui s'y rallient quand elle est victorieuse. Ayant abouti à l'idée qu'il lui faut tuer le gouverneur anglais de Hong-Kong, Hong ne se soucie que d'une chose: "Quand j'aurai été condamné à la peine capitale, il faudra dire aux jeunes gens de m'imiter" (cf. p. 40). A Hong, il faut donner un programme net: soulever les ouvriers, les souder, les armer et les opposer à Tcheng-Daï, comme à leur ennemi. Mais la bureaucratie de l'Internationale communiste cherche l'amitié de Tcheng-Daï, repousse Hong et l'exaspère. Hong tue banquiers et marchands, ceux-là mêmes qui "soutiennent le Kuomintang". Hong tue les missionnaires: "...Ceux qui enseignent aux hommes à supporter la misère doivent être punis, prêtres chrétiens ou autres..." (cf. p. 174). Si Hong ne trouve pas sa juste voie, c'est la faute de Borodine et de Garine, qui ont placé la révolution à la remorque des banquiers et des marchands. Hong reflète la masse qui déjà s'éveille, mais qui ne s'est pas encore frotté les yeux ni amolli les mains. Il essaye par le revolver et le poignard d'agir *pour* la masse que paralysent les agents de l'Internationale communiste. Telle est, sans fard, la vérité sur la Révolution chinoise.

Néanmoins, le gouvernement de Canton "oscille en s'efforçant de ne pas tomber de Garine et Borodine, qui tiennent police et syndicats, à Tcheng-Daï, qui ne tient rien du tout mais n'en existe pas moins" (cf. p. 7). Nous avons un tableau presque achevé du duumvirat. Les représentants de l'Internationale communiste ont pour eux les syndicats ouvriers de Canton, la police, l'école des Cadets de Wampoa, la sympathie des masses, l'aide de l'Union soviétique. Tcheng-Daï a une "autorité morale", c'est-à-dire le prestige des possédants mortellement affolés. Les amis de Tcheng-Daï siègent dans un gouvernement impuissant, bénévolement soutenu par les conciliateurs. Mais n'est-ce pas là le régime de la révolution de Février, le système de Kerensky et de sa bande,

avec cette seule différence que le rôle des mencheviks est tenu par de pseudo-bolcheviks! Borodine ne s'en doute pas, parce qu'il est grîmé en bolchevik et qu'il prend son maquillage au sérieux.

L'idée maîtresse de Garine et de Borodine est d'interdire aux bateaux chinois et étrangers faisant route vers le port de Canton de faire escale à Hong-Kong. Ces hommes qui se considèrent comme des révolutionnaires réalistes espèrent, par le blocus commercial, briser la domination anglaise dans la Chine méridionale. Mais ils n'estiment nullement qu'il soit nécessaire de renverser au préalable le gouvernement de la bourgeoisie de Canton qui ne fait qu'attendre l'heure de livrer la révolution à l'Angleterre. Non, Borodine et Garine frappent chaque jour à la porte du "gouvernement" et, chapeau bas, demandent que soit promulgué le décret sauveur. L'un des leurs rappelle à Garine qu'au fond ce gouvernement est un fantôme. Garine ne se trouble pas. "Fantôme ou non, réplique-t-il, qu'il marche, puisque nous avons besoin de lui." Ainsi le pape a besoin des reliques qu'il fabrique lui-même avec de la cire et du coton. Que se cache-t-il derrière cette politique qui épuise et avilit la révolution? La considération d'un révolutionnaire de la petite bourgeoisie pour un bourgeois d'un conservatisme solide. C'est ainsi que le plus rouge des extrémistes français est toujours prêt à tomber à genoux devant Poincaré.

Mais les masses de Canton ne sont peut-être pas encore mûres pour renverser le gouvernement de la bourgeoisie? De toute cette atmosphère il se dégage la conviction que, sans l'opposition de l'internationale communiste, le gouvernement fantôme aurait depuis longtemps été renversé sous la pression des masses. Admettons que les ouvriers cantonnais soient encore trop faibles pour établir leur propre pouvoir. Quel est, d'une façon générale, le point faible des masses? -Leur manque de préparation pour succéder aux exploités. Dans ce cas, le premier devoir des révolutionnaires est d'aider les ouvriers à s'affranchir de la confiance servile. Néanmoins, l'œuvre accomplie par la bureaucratie de l'Internationale communiste a été diamétralement opposée. Elle a inculqué aux masses cette notion qu'il faut se soumettre à la bourgeoisie et elle a déclaré que les ennemis de la bourgeoisie étaient les siens.

Ne pas rebuter Tcheng-Daï! Mais si Tcheng-Daï s'éloigne quand même, ce qui est inévitable, cela ne signifiera pas que Garine et Borodine se seront délivrés de leur vassalité bienveillante à l'égard de la bourgeoisie. Ils auront seulement choisi, comme nouvel objet de leur tour de passe-passe, Tchang Kaï-cheh, fils de la même classe et frère cadet de Tcheng-Daï. Chef de l'Ecole militaire de Wampoa, que fondent les bolcheviks, Tchang Kaï-cheh ne se borne pas à une opposition passive, il est prêt à recourir à la force sanglante, non sous sa forme plébéienne -celle des masses- mais sous une forme militaire et seulement dans les limites qui permettront à la bourgeoisie de conserver un pouvoir illégitime sur l'armée. Borodine et Garine, en armant leurs ennemis, désarment et repoussent leurs amis. Ainsi préparent-ils la catastrophe.

Pendant, ne surestimons-nous pas l'influence de la bureaucratie révolutionnaire sur les événements? Non. Elle s'est montrée plus forte qu'elle-même ne le pensait, sinon pour le bien, du moins pour le mal. Les coolies qui ne font que commencer à exister politiquement ont besoin d'une direction hardie. Hong a besoin d'un programme hardi. La révolution a besoin de l'énergie des millions d'hommes qui s'éveillent. Mais Borodine et ses bureaucrates ont besoin de Tcheng-Daï et de Tchang Kaï-cheh. Ils étouffent Hong et empêchent l'ouvrier de relever la tête. Dans quelques mois, ils étoufferont l'insurrection agraire pour ne pas rebuter toute la gradaille bourgeoise de l'armée. Leur force, c'est qu'ils représentent l'Octobre russe, le bolchevisme, l'Internationale communiste. Ayant usurpé l'autorité, le drapeau et les subsides de la plus grande des révolutions, la bureaucratie barre la voie à une autre révolution qui avait, elle aussi, toutes les chances d'être grande.

Le dialogue de Borodine et de Hong (cf. p. 181-182) est le plus effroyable réquisitoire contre Borodine et ses inspirateurs moscovites. Hong, comme toujours, est à la recherche d'actions décisives. Il exige le châtiement des bourgeois les plus en vue. Borodine trouve cette unique réplique: "Il ne faut pas toucher à ceux qui paient." "La révolution n'est pas si simple", dit Garine de son côté. "La révolution, c'est payer l'armée", tranche Borodine. Ces aphorismes contiennent tous les éléments du nœud dans lequel fut étranglée la Révolution chinoise. Borodine préservait la bourgeoisie qui, en récompense, faisait des versements pour la "révolution". L'argent allait à l'armée de Tchang Kaï-cheh. L'armée de Tchang Kaï-cheh extermina le prolétariat et liquida la révolution. Etait-ce vraiment impossible à prévoir? Et la chose n'a-t-elle pas été prévue en vérité? La bourgeoisie ne paye volontiers que l'armée qui la sert contre le peuple. L'armée de la révolution n'attend pas de gratification: elle fait payer. Cela s'appelle la dictature révolutionnaire. Hong intervient avec succès dans les réunions ouvrières et foudroie les "Russes" porteurs de la ruine de la révolution. Les voies de Hong lui-même ne mènent pas au but, mais il a raison contre Borodine. "Les chefs des Taï-Ping avaient-ils des conseillers russes? Et ceux des Boxers?" (cf. p. 189). Si la Révolution chinoise de 1924-1927 avait été livrée à elle-même, elle ne serait peut-être pas parvenue immédiatement à la victoire, mais elle n'aurait pas eu recours aux méthodes du hara-kiri, elle n'aurait pas connu de honteuses capitulations et aurait éduqué des cadres révolutionnaires. Entre le duumvirat de Canton et celui de Petrograd, il y a cette différence tragique qu'en Chine il n'y eut pas, en fait, de bolchevisme: sous le nom de "trotskysme", il fut déclaré doctrine contre-révolutionnaire et fut persécuté par tous les moyens de la calomnie et de la répression. Où Kerensky n'avait pas doctrié pendant les journées de juillet, Staline réussit en Chine dix ans plus tard.

Borodine et "tous les bolcheviks de sa génération -nous affirme Garine- ont été marqués par leur lutte contre les anarchistes". Cette remarque était nécessaire à l'auteur pour préparer le lecteur à la lutte de Borodine contre le groupe de Hong. Historiquement, elle est fautive: si l'anarchisme n'a pas pu dresser la tête en Russie, ce n'est pas parce que les bolcheviks ont lutté avec succès contre lui, c'est parce qu'ils avaient auparavant creusé le sol sous ses pas. L'anarchisme, s'il ne demeure pas entre les quatre murs de cafés intellectuels ou de rédactions de journaux, s'il pénètre plus profondément, traduit la psychologie du désespoir dans les masses et représente le châtiement politique des tromperies de la démocratie et des trahisons de l'opportunisme. La hardiesse du bolchevisme à poser les problèmes révolutionnaires et à enseigner leurs solutions n'a pas laissé de place au développement de l'anarchisme en Russie. Mais, si l'enquête historique de Malraux n'est pas exacte, son récit, en revanche, montre admirablement comment la politique opportuniste de Staline-Borodine a préparé le terrain au terrorisme anarchiste en Chine.

Poussé par la logique de cette politique, Borodine consent à prendre un décret contre les terroristes. Les solides révolutionnaires rejetés dans la voie de l'aventure par les crimes des dirigeants moscovites, la bourgeoisie de Canton nantie de la bénédiction de l'Internationale communiste les déclare hors la loi. Ils répondent par des actes de terrorisme contre les bureaucrates pseudo-révolutionnaires, protecteurs de la bourgeoisie qui paye. Borodine et Garine s'emparent des terroristes et les exterminent, défendant non plus les bourgeois mais leur propre tête. C'est ainsi que la politique des accommodements glisse fatalement au dernier degré de la félonie.

Le livre s'intitule *Les Conquêteurs*. Dans l'esprit de l'auteur, ce titre à double sens, où la révolution se farde d'impérialisme, se réfère aux bolcheviks russes ou plus exactement à une certaine fraction d'entre eux. Les Conquêteurs? Les masses chinoises se sont soulevées pour une insurrection révolutionnaire, sous l'influence indiscutable du coup d'Etat d'Octobre comme exemple et du

L. Trotsky

bolchevisme comme drapeau. Mais les Conquérants n'ont rien conquis. Au contraire, ils ont tout livré à l'ennemi. Si la Révolution russe a provoqué la Révolution chinoise, les épigones russes l'ont étouffée. Malraux ne fait pas ces déductions. Il ne semble pas même y penser. Elles ne ressortent que plus clairement de son livre remarquable.

*Prinkipo, 9 février 1931.*

## Appendice II

### **DE LA REVOLUTION ETRANGLEE ET DE SES ETRANGLEURS REPONSE A M. ANDRÉ MALRAUX**

Un travail urgent m'a empêché de lire en temps opportun l'article de M. Malraux qui plaide, contre ma critique, en faveur de l'Internationale communiste, de Borodine, de Garine et de lui-même. En qualité d'écrivain politique, M. Malraux est encore plus éloigné du prolétariat et de la révolution qu'il ne l'est en qualité d'artiste. Ce fait, en soi, ne suffirait pas à justifier les lignes que l'on va lire, car il n'a jamais été dit qu'un écrivain de talent doit nécessairement être un révolutionnaire prolétarien. Si, néanmoins, je reviens à l'examen d'une question déjà effleurée, c'est pour l'intérêt du sujet et non point pour parler de M. Malraux.

Les meilleures figures de son roman, ai-je dit, s'élèvent jusqu'à être des symboles sociaux. Je dois ajouter que Borodine, Garine et tous leurs "collaborateurs" sont les symboles d'une bureaucratie quasi révolutionnaire, de ce nouveau "type social" qui est né grâce à l'existence de l'Etat soviétique d'une part, et, d'autre part, grâce à un certain régime de l'Internationale communiste.

J'ai refusé d'assimiler Borodine au type des "révolutionnaires professionnels", bien qu'il soit ainsi caractérisé dans le roman de M. Malraux. L'auteur essaie de me prouver que Garine possède assez de ces boutons de mandarin qui lui donneraient droit au titre en question. M. Malraux ne juge pas hors de propos d'ajouter que Trotsky possède quelques boutons de plus. N'est-ce pas drôle? Le type du révolutionnaire professionnel n'a rien d'un personnage idéal. Mais, en tout cas, c'est un type bien défini, qui a sa biographie politique et des traits nettement marqués. La Russie seule a été capable, depuis quelques dizaines de lustres, de créer ce type et, en Russie, plus complètement que tout autre parti, le parti bolchevique.

Les révolutionnaires professionnels de la génération à laquelle appartient, par l'âge, Borodine, ont commencé à se former à la veille de la première révolution, ont subi l'épreuve de 1905, ont pris de la trempe et se sont instruits (ou corrompus) pendant les années de la contre-révolution[De 1906 à 1917]. C'est en 1917 qu'ils ont eu la plus belle occasion de faire la preuve de ce qu'ils étaient. De 1903 à 1918, c'est-à-dire dans la période où se formait, en Russie, le type du révolutionnaire professionnel, un Borodine et des centaines et des milliers de ses semblables sont restés en dehors de la lutte. En 1918, après la victoire, Borodine s'est mis au service des soviets: ce qui lui fait honneur; il est plus honorable de servir un Etat prolétarien qu'un Etat bourgeois. Borodine se chargeait de missions dangereuses. Mais les agents des puissances bourgeoises, eux aussi, à l'étranger, surtout dans les colonies courent souvent de gros risques dans l'accomplissement de leur tâche. Et ce n'est pas ce qui fait d'eux des révolutionnaires. Le type du fonctionnaire aventurier et celui du révolutionnaire professionnel peuvent, en certaines circonstances et par certains côtés se ressembler. Mais de par leur constitution psychique et de par leur fonction historique ce sont deux types opposés.

Le révolutionnaire se fraye sa route avec sa classe. Si le prolétariat est faible, attardé, le révolutionnaire se borne à faire un travail discret, patient, prolongé et peu reluisant, créant des cercles, faisant de la propagande, préparant des cadres; avec l'appui des premiers cadres qu'il a créés, il parvient à agiter les masses, légalement ou clandestinement, selon les circonstances. Il fait toujours une distinction entre sa classe et la classe ennemie et n'a qu'une seule politique, celle qui correspond aux forces de sa classe et les raffermis. Le révolutionnaire prolétarien, qu'il soit Français, Russe ou Chinois, considère les ouvriers chinois comme son armée, pour aujourd'hui ou pour demain. Le fonctionnaire aventurier se place au-dessus de toutes les classes de la nation chinoise. Il se croit appelé à dominer, à décider, à commander, indépendamment des rapports internes des forces qui existent en Chine. Constatant que le prolétariat chinois est actuellement faible et ne peut occuper avec assurance les postes de commandement, le fonctionnaire cherche à réconcilier et à combiner des classes différentes. Il agit en inspecteur d'une nation, en vice-roi préposé aux affaires d'une révolution coloniale. Il cherche une entente entre le bourgeois conservateur et l'anarchiste, il improvise un programme *ad hoc*, édifie une politique basée sur des équivoques, crée un bloc de quatre classes opposées, se fait avaleur de sabres et piétine les principes. Quel est donc le résultat? La bourgeoisie est riche, influente, expérimentée. Le fonctionnaire aventurier ne réussit pas à l'induire en erreur. En revanche, il parvient à duper les ouvriers, pleins d'abnégation mais inexpérimentés, et les livre à la bourgeoisie.

Tel est le rôle joué par la bureaucratie de l'Internationale communiste dans la Révolution chinoise.

Estimant que le droit de la bureaucratie "révolutionnaire" est de commander, indépendamment, bien entendu, de la force du prolétariat, M. Malraux nous enseigne qu'il était impossible de participer à la Révolution chinoise sans participer à la guerre, que l'on ne pouvait participer à la guerre sans être affilié au Kuomintang, etc. A quoi il ajoute que la rupture avec le Kuomintang entraînerait pour le parti communiste la nécessité de retourner à l'action clandestine. Lorsque l'on songe que de tels arguments résument la philosophie des représentants de l'Internationale communiste en Chine, on ne peut s'empêcher de dire: oui, la dialectique du processus historique fait quelquefois de bien mauvaises plaisanteries aux organisations, aux hommes et aux idées!... Combien simple est la solution que l'on donne au problème! Pour réussir, en participant aux événements dont la classe ennemie a la direction, il faut se subordonner politiquement à cette classe; pour échapper à la répression du Kuomintang, il faut se parer de ses couleurs... Voilà tout le secret que Borodine et Garine avaient à nous révéler!

L'appréciation politique par M. Malraux de la situation, des possibilités et des problèmes de la Chine en 1925 est complètement fautive; c'est à peine si cet auteur atteint le point où les véritables problèmes de la révolution commencent à se dessiner. J'ai dit à ce sujet tout ce qu'il était indispensable de dire. En tout cas, l'article de M. Malraux, paru ailleurs, ne me donne pas motif de réviser ce que j'ai dit. Mais, même si l'on se place sur le terrain du jugement erroné que porte M. Malraux sur la situation, il est absolument impossible de reconnaître comme juste la politique de Staline-Borodine-Garine. Pour protester contre cette politique en 1925, il fallait prévoir. La défendre en 1931 est d'un aveugle incurable.

La stratégie des fonctionnaires de l'Internationale communiste a-t-elle procuré au prolétariat chinois autre chose que des humiliations, l'extermination des cadres militants et, ce qui est plus grave, un épouvantable confusionnisme? Une honteuse capitulation devant le Kuomintang a-t-elle protégé le parti contre les répressions? Bien au contraire, il en est résulté un accroissement et une concentration des mesures répressives. Le parti communiste n'a-t-il pas dû rentrer dans le souterrain de l'illégalité? Et quand? Dans la période de débâcle de la révolution! Si les communistes avaient commencé par agir souterrainement

au moment de la montée révolutionnaire, ils auraient pu se manifester ensuite ouvertement à la tête des masses. Tchang Kaï-chek, ayant jeté la confusion dans le parti, l'ayant défiguré et démoralisé, avec l'aide des Borodine-Garine, n'agissait que plus sûrement en contraignant le parti à une existence clandestine en ces années de contre-révolution. La politique de Borodine-Garine fut tout entière et absolument au service de la bourgeoisie chinoise. Le parti communiste chinois, exposé à la méfiance des ouvriers avancés, doit recommencer son œuvre de bout en bout et sur un terrain couvert d'épaves, encombré de préjugés et d'erreurs non reconnues. Tel est le résultat.

Le caractère criminel de toute cette politique est particulièrement flagrant en certaines questions de détail. M. Malraux fait un mérite à Borodine et Cie d'avoir, en livrant les terroristes à la bourgeoisie, consciemment amené sous le couteau de la terreur le leader bourgeois Tcheng-Daï. Pareille machination est digne d'un Borgia bureaucrate ou de cette noblesse polonaise révolutionnaire qui a toujours préféré pratiquer l'assassinat par des intermédiaires, en se dissimulant derrière le peuple. Non, le problème n'était pas d'exécuter Tcheng-Daï dans un guet-apens; la véritable tâche était de préparer le renversement de la bourgeoisie. Quand un parti de révolution se voit forcé de tuer, il agit en prenant ouvertement ses responsabilités, en invoquant des tâches et des buts accessibles et compréhensibles à la masse.

La morale révolutionnaire ne repose pas sur les normes abstraites de Kant. Elle est formée des règles de conduite qui placent le révolutionnaire sous le contrôle de sa classe, dans ses tâches et dans ses desseins. Borodine et Garine n'étaient pas liés avec la masse, ne s'étaient pas imprégnés d'un sentiment de responsabilité à l'égard de leur classe. Ce sont des surhommes de la bureaucratie qui croient que "tout est permis"... dans les limites d'un mandat reçu des autorités supérieures. L'action de ces hommes-là, si marquante qu'elle puisse être à certains moments se tourne nécessairement en compte contre les intérêts de la révolution.

Après avoir fait assassiner Tcheng-Daï par Hong, Borodine et Garine livrent aux bourreaux Hong et son groupe. Ainsi, toute leur politique est elle marquée du signe de Caïn. M. Malraux se fait ici encore leur avocat. Quelle est son argumentation? Il dit que Lénine et Trotsky ont, eux aussi, implacablement traité les anarchistes. Il est difficile de croire que cela soit affirmé par un homme qui a eu, du moins pendant un certain temps, quelque chose de commun avec la révolution. M. Malraux oublie ou ne comprend pas qu'une révolution se fait contre une classe pour assurer la domination d'une autre et que ce n'est que pour l'accomplissement de cette tâche que les révolutionnaires acquièrent le droit d'exercer la violence. La bourgeoisie extermine les révolutionnaires, parfois aussi les anarchistes (mais ceux-ci de plus en plus rarement, car ils deviennent de plus en plus soumis) pour maintenir un régime d'exploitation et d'infamie. En présence d'une bourgeoisie dirigeante, les bolcheviks prennent toujours fait et cause pour les anarchistes contre les Chiappe. Lorsque les bolcheviks ont conquis le pouvoir, ils ont tout fait pour gagner les anarchistes à la dictature du prolétariat. Et la majorité des anarchistes a effectivement été entraînée par les bolcheviks. Mais, effectivement aussi, les bolcheviks ont traité très durement ceux des anarchistes qui cherchaient à ruiner la dictature du prolétariat. Avions-nous raison? Avions-nous tort? On appréciera d'après l'opinion que l'on peut avoir sur la révolution que nous avons accomplie et sur le régime que cette révolution a établi. Mais peut-on imaginer une seconde que les bolcheviks, sous le gouvernement du prince Lvov, sous celui de Kerensky, en régime bourgeois, se seraient faits les agents d'un pareil gouvernement pour exterminer des anarchistes? Il suffit de poser nettement la question pour la rejeter avec dégoût.

De même que le juge Brid'oison négligeait toujours le fond d'une affaire, ne s'intéressant qu'à la "fo-orme", de même la bureaucratie pseudo-révolutionnaire et son avocat en littérature ne s'intéressent qu'au mécanisme d'une révolution et ne se demandent pas à quelle classe et à quel régime cette révolution doit servir. Sur ce point, un abîme sépare le révolutionnaire du fonctionnaire de la révolution.

Ce que dit M. Malraux du marxisme est vraiment curieux. A l'entendre, la politique marxiste n'était pas applicable en Chine, le prolétariat chinois n'ayant pas encore, selon lui, de conscience de classe. Il semble qu'en ce cas le problème soit d'éveiller cette conscience de classe. Or, M. Malraux conclut en justifiant une politique dirigée contre les intérêts du prolétariat.

M. Malraux use d'un autre argument qui n'est pas plus convaincant, mais qui est plus amusant: Trotsky, dit-il, affirme que le marxisme est utile à la politique révolutionnaire; mais Borodine, lui aussi, est un marxiste, de même que Staline; il faut donc penser que le marxisme n'est pour rien dans l'affaire...

Quant à moi, j'ai défendu contre Garine la doctrine révolutionnaire, comme je défendrais la science médicale contre un rebouteux prétentieux. Le rebouteux me réplique que les médecins patentés tuent fréquemment leurs malades. L'argument est indigne non seulement d'un révolutionnaire, mais d'un vulgaire citoyen possédant une instruction moyenne. La médecine n'est pas toute-puissante; les médecins ne réussissent pas toujours à guérir; il y a parmi eux des ignorants, des imbéciles et même des empoisonneurs; ce n'est évidemment pas une raison pour autoriser des rebouteux qui n'ont jamais étudié la médecine et qui en nient l'importance.

Après avoir lu l'article de M. Malraux, je dois apporter une correction à mon précédent article: j'avais écrit que l'inoculation du marxisme à Garine lui serait utile. Je ne le pense plus.

*Kadiköy, 12 juin 1931.*

## Appendice III

### LA REVOLUTION ESPAGNOLE ET LES TACHES COMMUNISTES

#### L'ESPAGNE D'AUTREFOIS

La chaîne du capitalisme menace de se rompre encore en son chaînon le plus faible: cette fois-ci, c'est le tour de l'Espagne. Le mouvement révolutionnaire se développe dans ce pays avec une violence qui, de prime abord, ôte à la réaction du monde entier la possibilité de croire à un rapide rétablissement de l'ordre dans la péninsule ibérique.

L'Espagne est, incontestablement, l'un des pays les plus arriérés de l'Europe. Mais son retard a un caractère singulier: ce pays est handicapé par un grand passé historique. Alors que la Russie des tsars est toujours restée fort loin derrière ses voisins occidentaux et n'a progressé que lentement sous leur pression, l'Espagne a connu des périodes de grande floraison, de suprématie sur le reste de l'Europe et de souveraineté dans l'Amérique du Sud. Le puissant développement de son commerce intérieur et mondial triomphait de plus en plus de la désunion des provinces sous régime féodal et du particularisme des nationalités dont se composait le pays. La puissance et l'importance de la monarchie s'accrurent, aux siècles passés, en fonction directe du rôle centralisateur joué par le capital commercial et à mesure que se formait *la nation espagnole*.

La découverte de l'Amérique, qui d'abord enrichit et rehausse l'Espagne, lui devint ensuite néfaste. Les grandes voies commerciales s'écartèrent de la péninsule. Les Pays-Bas s'étant enrichis, se détachèrent de l'Espagne. Après eux, l'Angleterre érigea sa suprématie sur l'Europe, et pour longtemps. A dater du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, la décadence de l'Espagne commence. Après la destruction de "l'invincible Armada" (1588), ce déclin devient, en quelque sorte, officiel. Le pays en arrive à une condition bourgeoise et féodale que Marx appelait "une ignominieuse et lente décomposition".

Les anciennes et les nouvelles classes dirigeantes -la noblesse agraire, le clergé catholique- avec leur monarchie, les classes bourgeoises, avec leurs intellectuels, tentent obstinément de maintenir leurs anciens privilèges, mais, hélas elles n'ont plus les ressources de jadis. En 1820, les colonies de l'Amérique du Sud se détachent définitivement de la métropole. En 1898, perdant Cuba, l'Espagne se trouve presque totalement dépourvue de possessions coloniales. Les aventures du Maroc sont ruineuses et entretiennent dans le peuple espagnol un mécontentement déjà profond.

Le développement économique de l'Espagne étant retardé, les tendances centralisatrices propres au capitalisme furent inévitablement affaiblies. La décadence de l'activité commerciale et industrielle des villes, la réduction des rapports économiques qui existaient entre elles, conduisirent fatalement à une atténuation de l'interdépendance des provinces. C'est principalement pour cela que la bourgeoisie espagnole n'a pas réussi jusqu'à ce jour à maîtriser les tendances centrifuges des provinces que l'histoire lui a livrées. L'indigence des ressources économiques communes à toute la nation et le malaise qui régnait dans toutes les parties du pays ne pouvaient qu'alimenter le séparatisme. Le particularisme se manifeste en Espagne avec une exceptionnelle vigueur, surtout en comparaison avec la France voisine où la grande Révolution a définitivement établi la nation bourgeoise, une et indivisible, sur les ruines des provinces féodales.

Le marasme économique, tout en empêchant la formation d'une nouvelle société bourgeoise, provoquait la décomposition des vieilles classes dirigeantes. L'orgueilleuse noblesse habitait souvent son arrogance d'une cape trouée. L'Eglise spoliait les paysans, mais, de temps à autre, était réduite à subir les rapines de la monarchie. Quant à celle-ci, comme l'a fait observer Marx, elle avait plus de traits communs avec le despotisme asiatique qu'avec l'absolutisme européen. Comment interpréter cette réflexion? Plus d'une fois on a comparé le régime des tsars à celui des despotes orientaux, et ce rapprochement semble beaucoup plus naturel, du double point de vue géographique et historique. Mais, en ce qui concerne l'Espagne, cette comparaison garde aussi toute sa valeur. Il n'y a qu'une différence: le régime tsariste s'est peu à peu constitué en fonction du *développement extrêmement lent* de la classe noble, comme des centres urbains primitifs; tandis que la monarchie espagnole s'est instaurée à la faveur d'une *décadence* du pays et du *dépérissement* des classes dirigeantes. Si l'absolutisme européen n'a pu, en général, faire son ascension qu'en profitant des luttes livrées par les communes fortifiées contre les anciennes castes privilégiées, la monarchie espagnole, de même que le tsarisme, a trouvé sa force relative dans l'impuissance des vieilles castes et des centres urbains. En cela, elle ressemble assurément au despotisme asiatique.

La prépondérance des tendances centrifuges sur les tendances centripètes, tant dans l'économie du pays que dans sa politique, ruinait les bases du parlementarisme espagnol. La pression exercée par le gouvernement sur les électeurs était décisive; au cours du dernier siècle, les élections donnèrent invariablement une majorité au gouvernement. Comme les Cortès se trouvaient dépendre du ministère en fonctions, il était naturel que le ministère lui-même dépendît de la monarchie. Madrid faisait les élections, mais le pouvoir était entre les mains du roi. La monarchie était doublement indispensable aux classes dirigeantes, désunies et décentralisées, incapables de gouverner le pays en leur propre nom. Et cette monarchie, qui donnait une image de la faiblesse de l'Etat tout entier, fut -entre deux coups d'Etat- suffisamment forte pour imposer sa volonté au pays. En somme, on peut dire du régime espagnol que ce fut un *absolutisme dégénéré, limité par des pronunciamientos périodiques*. La personne d'Alphonse XIII représente fort bien ce système: dégénérescence, tendances absolutistes, peur d'un pronunciamiento. Le roi louvoyait, trahissait, manquait de parole et profitait d'intrigues que, parfois, il avait à redouter. Ces manœuvres ne tiennent nullement au caractère même d'Alphonse XIII, elles sont dues à l'ensemble du système gouvernemental: ce roi a reproduit, en de nouvelles conditions, l'histoire ignominieuse de son bisaïeul Ferdinand VII.

Après de la monarchie, dont il était l'allié, il y avait encore le clergé, qui constituait une force centralisée. Le catholicisme est resté jusqu'à ce jour la religion d'Etat; le clergé joue un grand rôle dans la vie du pays, car il est le point d'appui le plus stable de la réaction. L'Etat dépense annuellement des dizaines de millions de pesetas pour subventionner l'Eglise. Les ordres religieux, extrêmement nombreux, possèdent des biens immenses et une influence encore plus grande. Le chiffre des moines et des nonnes s'élève à 70 000, il est égal à celui des élèves de l'enseignement secondaire et dépasse dans la proportion de 250 % le nombre des étudiants. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que 45 % des habitants du pays ne sachent ni lire ni écrire. Le plus fort contingent d'illettrés se trouve bien entendu dans les campagnes.

Si la classe paysanne à l'époque de Charles Quint (Carlos I<sup>o</sup>), a retiré peu d'avantages de la puissance de l'empire espagnol, c'est elle qui a par la suite subi le plus durement les conséquences du déclin de cet empire. Durant des siècles elle a traîné une existence misérable, et, en bien des provinces, une vie de famine. La classe paysanne qui constitue encore actuellement plus de 70 % de la population, porte sur ses épaules le faix le plus lourd de l'édifice de l'Etat. Manque de terres, manque d'eau, fermages élevés, outillage primitif, procédés de culture non moins primitifs, lourds impôts, dîmes prélevées par l'Eglise, cherté des produits industriels, surpopulation des campagnes, multiplication des vagabonds, des mendiants et des moines, tels sont les éléments du tableau que l'on peut faire de la vie rurale en Espagne.

La situation de la classe paysanne l'a poussée bien des fois, depuis très longtemps, à se joindre à des soulèvements. Mais ces sanglantes explosions ne s'étendaient pas à l'échelle nationale, elle étaient locales et prirent les couleurs les plus variées, le plus souvent celles de la réaction. De même que les révolutions espagnoles ont été en somme de petites révolutions, les soulèvements des paysans n'ont été que des guérillas. L'Espagne est le pays classique de ces petites guerres.

## **L'ARMÉE ESPAGNOLE DANS LA POLITIQUE**

Depuis la guerre menée en Espagne contre Napoléon, une nouvelle force s'est constituée: celle du corps des officiers qui se mêlent de politique; c'est la nouvelle génération des classes dirigeantes, qui n'a reçu de ses pères, pour tout héritage, que les ruines d'un empire, immense au temps jadis, et elle est, dans une grande mesure, déclassée. En ce pays de particularisme et de séparatisme, l'armée a nécessairement pris une très grosse importance, en tant que force centralisée. Elle n'a pas seulement servi d'appui à la monarchie; elle a traduit le mécontentement de tous les éléments des classes dirigeantes et, surtout, le sien propre. Les officiers, comme les fonctionnaires, sont recrutés parmi ceux, extrêmement nombreux en Espagne, qui réclament en premier lieu de l'Etat des moyens d'existence. Mais comme les appétits des divers groupes de la société "éduquée" surpassent de beaucoup les disponibilités d'emploi dans les services de l'Etat, au Parlement et ailleurs, le mécontentement de ceux qui restent hors cadres alimente le parti républicain, aussi instable en Espagne que tous les autres groupements. Et, cette instabilité dissimulant fréquemment une véritable et grave révolte, le mouvement républicain détache de temps en temps des groupes révolutionnaires résolus et audacieux, pour lesquels le mot d'ordre de la république est une formule mystique de salut.

L'armée espagnole se compose au total d'environ 170 000 hommes, dont plus de 13 000 officiers. A quoi il faut ajouter quelque 15 000 hommes de la marine de guerre. Le corps des officiers, qui est l'instrument des classes dirigeantes, entraîne dans ses conjurations les subalternes. Il en résulte des possibilités d'action indépendante parmi les soldats. Il est arrivé jadis que des sous-officiers se mêlent de politique sans l'assentiment de leurs officiers et même contre ces derniers. En 1836, les sous-officiers de la garnison de Madrid, provoquant un soulèvement, forcèrent la reine à promulguer une constitution. En 1866, des sergents d'artillerie, exaspérés par le régime aristocratique de la vie militaire, provoquèrent une mutinerie. Ce furent pourtant les officiers qui gardèrent, à ces occasions, la haute direction. Les soldats emboîtaient le pas derrière leurs chefs mécontents, quoique les ressentiments des soldats, dépourvus d'efficacité politique, eussent des sources différentes et plus profondes dans la vie sociale.

D'ordinaire, les antagonismes qui se manifestent dans l'armée correspondent à des catégories déterminées: plus un corps a besoin de militaires qualifiés, de soldats et d'officiers instruits, plus il est ouvert, généralement parlant, aux idées révolutionnaires. Si la cavalerie se sent habituellement portée vers la monarchie, l'artillerie est, dans de fortes proportions, républicaine. Il n'est pas étonnant que les aviateurs, qui détiennent l'arme la plus moderne, se soient rangés du côté de la révolution et y aient apporté ce goût individualiste de l'aventure qui caractérise leur profession. C'est à l'infanterie qu'appartiendra le dernier mot.

L'histoire de l'Espagne est faite d'incessantes convulsions révolutionnaires. Les pronunciamientos et les révolutions de palais s'y succèdent sans interruption. Pendant tout le cours du XIX<sup>e</sup> siècle et le premier tiers du XX<sup>e</sup>, les régimes politiques ont constamment changé, et chaque régime nous a montré des transformations de ministères semblables à des jeux de kaléidoscope. La monarchie, ne trouvant d'appui suffisamment stable dans aucune des classes possédantes -bien que toutes eussent besoin d'elle-, s'est souvent trouvée dans la dépendance de sa propre armée. Mais le particularisme provincial de l'Espagne marquait de son empreinte les complots militaires. Les mesquines rivalités des juntes démontraient seulement que les révolutions en cours n'avaient aucune classe à leur tête. Et c'est précisément pour cela que la monarchie sortait invariablement victorieuse de toute nouvelle révolution. Cependant, peu de temps après le rétablissement de l'ordre, la crise chronique éclatait encore, causée par de véhémentes indignations. Aucun de ces régimes qui se renversaient les uns les autres ne cherchait à enfoncer profondément le soc dans le terrain. Chacun d'eux avait vite fait d'être mis à quia en luttant contre des difficultés provenant de l'indigence des revenus nationaux, des appétits démesurés et des prétentions des classes dirigeantes. Nous avons vu, notamment, la fin honteuse de la dernière dictature militaire. Le redoutable Primo de Rivera est tombé sans qu'il fût même besoin d'un nouveau pronunciamiento: il a crevé comme un pneu qui passe sur un clou.

Toutes les anciennes révolutions espagnoles ont été des mouvements de minorité contre minorité: les classes dirigeantes ou a demi dirigeantes se disputaient impatiemment l'assiette au beurre.

Si l'on entend par révolution permanente des insurrections sociales victorieuses qui transmettent le pouvoir à la classe la plus résolue, laquelle se sert ensuite de son autorité pour abolir toutes les classes et pour éliminer par conséquent toutes possibilités de nouvelles révolutions, il faut constater que, malgré la "continuité" des séditions espagnoles, il n'y a rien en elles qui ressemble à la révolution *permanente*: ce sont plutôt des convulsions périodiques qui trahissent la maladie invétérée d'une nation retardataire.

Il est vrai que l'aile gauche de la bourgeoisie, surtout en la personne des jeunes intellectuels, s'assignait depuis longtemps la tâche de faire de l'Espagne une république. Les étudiants du pays, qui, dans des conditions identiques à celles qui déterminent en général le recrutement des officiers, venaient surtout d'une jeunesse mécontente, se sont habitués à jouer dans le pays un rôle tout à fait disproportionné compte tenu de leur importance numérique. La prépondérance de la réaction catholique, dans les universités a attisé l'opposition, qui a pris un caractère anticlérical. Cependant, ce ne sont pas les étudiants qui peuvent créer un régime. Les sphères dirigeantes des républicains espagnols se distinguent par un programme social extrêmement conservateur: leur idéal est la France réactionnaire contemporaine. Ils estiment que la république leur apportera la richesse, et ils n'ont nullement l'intention (ils en seraient bien incapables!) de marcher sur les traces des jacobins français: la peur qu'ils ont des masses est plus forte que leur aversion pour la monarchie.

Si les moindres fissures, les moindres interstices de la société bourgeoise espagnole sont envahis par des déclassés originaires des castes dirigeantes, par d'innombrables amateurs de fonctions et de traitements, il en est de même à la base: les



crevasses des fondations regorgent de misérables débris, *lumpen-prolétariat* des classes laborieuses. La misère en faux-col et celle des *lazaroni* loqueteux sont, en quelque sorte, les sables mouvants sur lesquels repose la société. Ces éléments sont d'autant plus dangereux pour la révolution qu'elle a moins de points d'appui réels pour se mouvoir et qu'elle manque plus de direction politique.

Les six années de dictature de Primo de Rivera avaient écrasé et comprimé tous les mécontentements et toutes les révoltes. Mais la dictature était atteinte du vice incurable de la monarchie: forte devant chacune des classes si divisées du pays, elle était impuissante à pourvoir aux besoins imposés par l'histoire. Elle finit par s'échouer sur des difficultés financières et autres embarras, avant même d'avoir été touchée par la première vague révolutionnaire. La chute de Primo de Rivera réveilla tous les mécontentements et toutes les espérances. C'est ainsi que le général Berenguer se trouva être l'huissier introducteur de la révolution.

### **LE PROLÉTARIAT ESPAGNOL ET LA NOUVELLE REVOLUTION**

En cette nouvelle révolution, nous reconnaissons de prime abord les éléments que nous avons rencontrés dans les révolutions précédentes; une monarchie qui manque de parole; des fractions inconsistantes de conservateurs et de libéraux qui exècrent le roi et se traînent à plat ventre devant lui; une droite républicaine toujours disposée à trahir, et une gauche républicaine toujours prête à se lancer dans une aventure; des officiers conspirateurs, dont les uns veulent la république tandis que les autres désirent de l'avancement; des étudiants mécontents que les pères de famille considèrent avec inquiétude; enfin, des ouvriers grévistes, répartis entre diverses organisations, et des paysans qui songent à empoigner la fourche ou même le fusil.

On commettrait cependant une très grosse erreur si l'on pensait que la crise actuelle évoluera sur le modèle et à la ressemblance de toutes les crises précédentes. Ces dernières dizaines d'années, surtout celles de la guerre mondiale, ont apporté de considérables changements dans l'économie du pays et dans la structure sociale de la nation. Bien entendu, l'Espagne reste encore à l'arrière-plan de l'Europe. Cependant, elle a développé son industrie, d'une part celle de l'extraction, d'autre part l'industrie légère. Pendant la guerre, les charbonnages, le textile, les constructions de centrales hydro-électriques, etc., se sont fortement accrus. Des centres et des secteurs industriels ont surgi. Il en résulte de nouveaux rapports de forces et de nouvelles perspectives.

Les progrès de l'industrialisation n'ont nullement atténué les antagonismes internes. Au contraire, du fait que l'industrie en Espagne, pays neutre, a grandi sous la pluie d'or que déversait la guerre, il s'ensuit, après la fin des hostilités, quand on ne reçoit plus de fortes commandes de l'étranger, de nouvelles difficultés. Non seulement l'Espagne a perdu ses marchés extérieurs -sa place dans le commerce mondial (1,1%) est même inférieure à ce qu'elle était avant la guerre (1,2%)- mais encore la dictature a dû élever la plus haute barrière douanière qui soit en Europe pour protéger le marché intérieur de l'invasion des marchandises étrangères. L'élévation des droits de douane a provoqué une cherté de vie qui a compromis le pouvoir d'achat, déjà bien faible, de la population. C'est pourquoi, depuis la guerre, l'industrie ne sort plus d'un malaise qui se traduit soit par le chômage chronique, soit par de violentes explosions de la lutte de classe.

La bourgeoisie espagnole peut encore moins prétendre actuellement qu'au XIX<sup>e</sup> siècle jouer le rôle historique qui a été jadis celui de la bourgeoisie anglaise ou française. Venue trop tard, placée sous la dépendance du capital étranger, suçant comme un vampire le corps du peuple, la grande bourgeoisie industrielle d'Espagne n'est pas capable, même pour quelque temps, de prendre la tête de la "nation" contre les vieilles castes. Les magnats de l'industrie espagnole s'opposent farouchement au peuple et constituent l'un des groupes les plus réactionnaires dans le bloc intérieurement dévoré de haines des banquiers, des industriels, des gros propriétaires fonciers, de la monarchie, de ses généraux et de ses fonctionnaires. Il suffit de mentionner que les fabricants catalans ont été le principal appui de Primo de Rivera.

Mais le développement de l'industrie a redressé et fortifié le prolétariat. Sur une population de 23 millions d'âmes -qui serait beaucoup plus considérable s'il n'y avait pas d'émigration-, il faut compter environ 1 500 000 travailleurs de l'industrie, du commerce et des transports. A quoi l'on doit ajouter à peu près le même chiffre d'ouvriers agricoles. La vie sociale de l'Espagne était condamnée à tourner dans un même cercle vicieux tant qu'une classe ne se révélait pas capable de chercher par elle-même la solution du problème. L'apparition du prolétariat espagnol sur le terrain de l'histoire modifie radicalement la situation et ouvre de nouvelles perspectives. Pour se rendre compte de fait comme il convient, il faut comprendre avant tout que la consolidation de la puissance économique de la grande bourgeoisie et l'importance politique croissante du prolétariat ont définitivement enlevé à la petite bourgeoisie la possibilité d'occuper un poste de direction dans la vie politique du pays. On se demandera si les secousses révolutionnaires qui se produisent actuellement peuvent amener une véritable révolution, capable de reconstruire les bases mêmes de l'existence nationale; c'est, en somme, se demander si le prolétariat espagnol est en état de prendre la direction de la vie nationale. Il n'y a pas d'autre prétendant à ce rôle dans toute la nation. Or, l'expérience historique de la Russie nous a suffisamment démontré le poids spécifique d'un prolétariat unifié par la grande industrie, dans un pays dont l'agriculture arriérée reste prise dans les filets d'un régime à demi-féodal.

Il est vrai que les ouvriers espagnols ont déjà participé aux batailles révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle; mais toujours à la traîne de la bourgeoisie, toujours au second plan, en qualité d'auxiliaires. L'autonomie du rôle révolutionnaire des ouvriers s'affirme de plus en plus au cours des vingt-cinq premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Le soulèvement de Barcelone en 1909 a montré ce qu'il y avait de forces latentes dans le jeune prolétariat de Catalogne. De nombreuses grèves, qui se transformèrent en rébellions ouvertes, se produisirent en d'autres parties du pays. En 1912 fut déclarée la grande grève des cheminots. Les rayons industriels devinrent le territoire d'audacieuses batailles prolétariennes. Les ouvriers espagnols se montrèrent dégagés de toute routine, capables de répondre vivement à l'appel des événements et de mobiliser leurs troupes; ils firent preuve de hardiesse dans l'offensive.

Les premières années qui ont suivi la guerre, ou, plus exactement, qui ont suivi la Révolution russe (1917-1920) ont été pour le prolétariat espagnol des années de grands combats. En 1917 eut lieu une grève générale révolutionnaire. Elle fut réprimée, de même que plusieurs mouvements qui suivirent: tout était prêt pour la dictature de Primo de Rivera. Lorsque l'effondrement de ce dernier posa de nouveau dans toute son ampleur la question des destinées du peuple espagnol, lorsque les intrigues poltronnes des vieilles cliques et les efforts impuissants des radicaux petits bourgeois eurent montré qu'il n'y avait pas de salut à attendre de ce côté là, les ouvriers, par une série de grèves hardies crièrent au peuple: "Nous sommes là!"

Les journalistes de *gôche* de l'Europe bourgeoise, qui prétendent faire des analyses et, après eux, les social-démocrates essaient de philosopher en disant que l'Espagne se dispose tout simplement à refaire la grande Révolution française, avec un

retard de presque cent cinquante ans. Il est impossible de discuter avec ces gens-là de la révolution, de même qu'il ne faut pas discourir des couleurs avec un aveugle. Si arriérée qu'elle soit l'Espagne a dépassé de loin la France de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. D'immenses entreprises industrielles, 16 000 kilomètres de voies ferrées 50 000 kilomètres de lignes télégraphiques sont un facteur de révolution plus important que des souvenirs historiques.

Essayant de faire un pas en avant, une revue hebdomadaire anglaise bien connue, l'*Economist*, parle comme suit des événements d'Espagne: "On voit ici plutôt l'influence du Paris de 1848 et de 1871 que celle de Moscou 1917" Or, l'esprit de Paris de 1871 n'a cessé de progresser de 1848 à 1917. Le contraste cherché n'a donc aucune valeur.

Dans *la Lutte de classes*, l'an dernier, L. Tarquin a écrit avec infiniment plus de sérieux et de profondeur: "Le prolétariat [d'Espagne], appuyé sur les masses paysannes est la seule force capable de prendre en mains le pouvoir." Cette perspective est tracée comme suit: "La révolution doit aboutir à la dictature du prolétariat qui, ayant accompli la révolution bourgeoise, ouvrirait hardiment la voie à la reconstruction socialiste." C'est seulement ainsi qu'on peut poser actuellement la question.

### LE PROGRAMME DE LA REVOLUTION

Le mot d'ordre officiel de la lutte est pour l'instant: *la république*. Cependant, le développement de la révolution poussera les éléments conservateurs libéraux et même républicains des classes dirigeantes à se ranger sous le drapeau de la monarchie. Au cours des événements révolutionnaires de 1854, Canovas del Castillo écrivait: "Nous voulons la conservation du tronc mais débarrassé de la camarilla qui le déshonore." Actuellement ce sont MM. Romanones et Cie qui développent cette haute pensée. Comme si l'on pouvait concevoir une monarchie sans camarilla et surtout en Espagne!... On peut, il est vrai supposer un concours de circonstances qui contraindrait les classes possédantes à sacrifier la monarchie à leur propre salut (nous en avons eu l'exemple en Allemagne). Néanmoins, il est tout à fait possible que la monarchie de Madrid se maintienne, quoique avec les yeux pochés, jusqu'à l'avènement de la dictature du prolétariat.

Le mot d'ordre *la république* est également, bien entendu, celui du prolétariat. Mais il ne s'agit pas seulement pour les prolétaires de remplacer le roi par un président; il est question pour eux de nettoyer radicalement la société, balayant les ordures laissées par le régime féodal. Et *la question agraire* est ici la première qui se pose.

Les rapports sociaux qui existent dans les campagnes nous donnent le tableau d'une exploitation semi-féodale. La misère des ruraux, surtout en Andalousie et en Castille, l'oppression exercée par les propriétaires fonciers, par les autorités et par les caciques ont déjà poussé plus d'une fois les ouvriers agricoles et les paysans pauvres dans la voie de la révolte ouverte. Faut-il en conclure qu'en Espagne l'on puisse, au besoin par une révolution, débarrasser le régime bourgeois des survivances féodales? Non point. Il faut seulement entendre que, dans la situation actuelle de l'Espagne, le capitalisme ne peut exploiter les paysans autrement qu'en un régime à demi féodal. Diriger l'arme de la révolution contre les survivances du Moyen Age espagnol, c'est attaquer les racines mêmes de la domination bourgeoise.

Pour soustraire les paysans à l'esprit de clocher et aux influences réactionnaires, le prolétariat a besoin d'un clair programme de révolution démocratique. Le manque de terre, le manque d'eau, les servitudes du fermage imposent *la confiscation des propriétés privées* au profit des paysans pauvres. Le fardeau des contributions, les dettes écrasantes contractées par l'Etat, les rapines commises par la bureaucratie, les aventureuses expéditions africaines indiquent la nécessité d'une *politique d'économie* que ne procureront assurément ni les grands propriétaires de terres, ni les banquiers, ni les industriels, ni les libéraux titrés, mais qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

La domination du clergé et l'opulence de l'Eglise imposent ce problème démocratique: *séparation de l'Eglise et de l'Etat, désarmement de l'Eglise par transmission de ses richesses au peuple*. Les milieux les plus superstitieux de la classe paysanne approuveront ces mesures décisives quand ils comprendront que les sommes assignées jusqu'à présent à l'entretien de l'Eglise, de même que les biens de celle-ci, n'iront point, par suite de la sécularisation, dans les poches des libéraux, libres-penseurs, mais serviront à fertiliser l'économie paysanne si délabrée.

Les tendances séparatistes posent devant la révolution le problème démocratique du *droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes*. Ces tendances, considérées superficiellement, se sont aggravées pendant la dictature. Mais tandis que le séparatisme de la bourgeoisie catalane n'est qu'un moyen pour elle de jouer avec le gouvernement madrilène contre le peuple catalan et espagnol, le séparatisme des ouvriers et paysans n'est que l'enveloppe d'une révolte intime, d'ordre social. Il faut établir une rigoureuse distinction entre ces deux genres de séparatisme. Cependant, et précisément pour disjoindre de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans qui sont opprimés dans leur sentiment national, l'avant-garde prolétarienne doit prendre, sur cette question du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, la position la plus hardie, la plus sincère. Les ouvriers défendront intégralement et sans réserves le *droit* des Catalans et des Basques à vivre en Etats indépendants, dans le cas où la majorité des nationaux se prononcerait pour une complète séparation. Ce qui ne veut nullement dire que l'élite ouvrière doive pousser les Catalans et les Basques dans la voie du séparatisme. Bien au contraire: l'unité économique du pays, comportant *une large autonomie des nationalités*, offrirait aux ouvriers et aux paysans de grands avantages du point de vue de l'économie et de la culture générales.

Il n'est pas interdit de supposer que la monarchie essaiera bien d'enrayer le développement de la révolution au moyen d'une nouvelle dictature militaire. Mais il n'est pas permis de croire qu'une tentative de cette sorte puisse avoir un succès sérieux et durable. La leçon donnée par Primo de Rivera est trop récente. Les chaînes d'une nouvelle dictature s'appliqueraient forcément sur des plaies qui n'ont pas eu le temps de se cicatriser. A en juger d'après les dépêches d'agences, le roi serait assez disposé à courir sa chance: il cherche, non sans nervosité, un candidat acceptable, mais ne rencontre pas de volontaires. Ce qui est clair, c'est que l'échec d'une nouvelle dictature militaire coûterait cher à la monarchie et à l'homme qui s'en serait chargé. La révolution trouverait là une nouvelle et puissante impulsion. Les ouvriers peuvent dire aux dirigeants: Faites vos jeux, messieurs!

Peut-on s'attendre à voir la révolution espagnole franchir d'un bond la période du parlementarisme? Théoriquement, c'est plausible. On peut imaginer qu'à une échéance assez rapprochée le mouvement révolutionnaire deviendra tellement puissant qu'il ne laissera aux classes dirigeantes ni temps ni place pour tâter du parlementarisme. Cependant, cette perspective n'est guère probable. Le prolétariat espagnol, quoique doué d'une combativité de premier ordre, n'a pas encore de parti révolutionnaire reconnu par lui, ni l'expérience de l'organisation soviétique. De plus, il n'y a pas d'unité dans les rangs clairsemés des communistes. Il n'existe pas de clair programme d'action unanimement accepté. Or, la question des Cortès est déjà mise à l'ordre du jour. Dans ces conditions, il faut supposer que la révolution devra passer par l'étape du parlementarisme.

Cela n'exclut nullement la tactique de boycottage à l'égard des illusoires Cortès de Berenguer; les ouvriers russes ont boycotté avec succès, en 1905, la douma de Boulyguine, et en ont amené la chute. La tactique du boycottage -question particulière- doit être résolue d'après les rapports des forces en présence, à l'étape actuelle de la révolution. Mais, même en boycottant les Cortès de Berenguer, l'élite ouvrière devrait leur opposer le mot d'ordre de *Cortès révolutionnaires constituantes*. Nous devons implacablement dénoncer le charlatanisme du mot d'ordre des Cortès *constituantes*, lancé par la bourgeoisie "de gauche" qui ne désire en réalité que des Cortès de *conciliation*, par la grâce du roi et de Berenguer, pour traiter avec les vieilles cliques dirigeantes et privilégiées. Seul un gouvernement révolutionnaire peut convoquer une Assemblée constituante, à la suite d'une insurrection victorieuse des ouvriers, des soldats et des paysans. Nous pouvons et devons opposer des Cortès révolutionnaires aux Cortès de conciliation; ce serait, selon nous, une erreur que de renoncer, dans la phase actuelle, au mot d'ordre des Cortès révolutionnaires.

On agirait en pitoyables doctrinaires, dénués du sens des réalités, si l'on s'orientait vers la dictature du prolétariat en opposant ce dernier mot d'ordre aux problèmes et aux formules de la démocratie révolutionnaire (république, révolution agraire, séparation de l'Eglise et de l'Etat, confiscation des biens du clergé, droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, Assemblée constituante révolutionnaire). Les masses populaires, avant d'être en état de conquérir le pouvoir, doivent s'unifier autour d'un parti prolétarien dirigeant. La lutte pour obtenir une représentation démocratique, de même que la participation aux Cortès, à telle ou telle étape de la révolution, peuvent être d'une extrême utilité dans cette affaire.

*L'armement des ouvriers et des paysans* (création des milices ouvrières et paysannes) est un mot d'ordre qui, inévitablement, prendra dans la lutte de plus en plus d'importance. Mais, à l'étape actuelle, cette formule doit aussi se rattacher de tout près aux problèmes de la défense des organisations ouvrières et paysannes, de la révolution agraire, de la liberté des élections et de la protection du peuple contre les pronunciamientos réactionnaires.

Le programme radical de *législation sociale*, comprenant en particulier des assurances pour les chômeurs, le report des charges fiscales sur les classes possédantes, l'instruction universelle et gratuite, -voilà des mesures qui, avec d'autres, du même genre, ne sortent pas des cadres de la société bourgeoise; mais ces mots d'ordre doivent figurer sur le drapeau du parti prolétarien.

Pendant, il faut exiger aussi, dès à présent, certaines mesures de transition: la nationalisation des chemins de fer, qui appartiennent tous, en Espagne, à des compagnies privées; la nationalisation du sous-sol; la nationalisation des banques; le contrôle ouvrier sur l'industrie; enfin une réglementation par l'Etat de l'économie publique. Toutes ces revendications se rattachent à la transition nécessaire entre le régime bourgeois et le régime prolétarien, préparent cette transition et ont pour objet, après la nationalisation des banques et de l'industrie, de se dissoudre dans un système de mesures prises pour une économie rationnelle qui préparera le monde socialiste.

Il n'y a que des pédants pour apercevoir des contradictions dans la combinaison des formules démocratiques avec les mots d'ordre transitoires et les devises purement socialistes. Un programme ainsi combiné, qui représente les antagonismes de structure de la société à laquelle nous avons affaire historiquement, provient inévitablement des problèmes trop divers que nous a légués le passé. Que l'on ramène toutes les contradictions, tous les problèmes, au même dénominateur: *la dictature du prolétariat*, c'est une opération indispensable mais pas du tout suffisante. Même si l'on prend les devants, si l'on admet que le prolétariat espagnol, en son avant-garde, a déjà compris que, seule, la dictature des prolétaires peut sauver l'Espagne d'un dépérissement prolongé, un problème ne s'en impose pas moins, qui indique une tâche préparatoire: il faut grouper autour de l'avant garde les forces hétérogènes de la classe ouvrière et les masses encore plus dissemblables des travailleurs ruraux. Si l'on opposait tel quel le mot d'ordre de la dictature du prolétariat à des problèmes posés par l'histoire, et qui, actuellement, poussent les masses dans la voie de l'insurrection, on substituerait à la conception marxiste de la révolution sociale celle de Bakounine.

Inutile de dire que les mots d'ordre démocratiques n'ont nullement pour objet de provoquer un rapprochement entre le prolétariat et la bourgeoisie républicaine. Bien au contraire, ces mots d'ordre permettent de combattre victorieusement la gauche bourgeoise dont on peut dénoncer, à chaque pas, le caractère antidémocratique. Plus l'avant-garde prolétarienne combattra hardiment, résolument et implacablement en faveur des mots d'ordre démocratiques, plus vite elle parviendra à s'emparer des masses et à déboulonner les républicains de la bourgeoisie ou les socialistes réformistes; d'autant plus sûrement les meilleurs éléments des masses se rallieront à nous; d'autant plus vite la république démocratique s'identifiera, dans la conscience des masses, à *la république ouvrière*.

Si l'on veut qu'une formule de théorie exactement comprise se transforme en un vivant fait historique, il faut faire passer cette théorie par la conscience des masses, sur la base de leur expérience, de leurs besoins, de leurs aspirations. Dans ce but, il convient de ne pas se perdre dans les détails, de ne pas distraire l'attention des masses; il faut réduire le programme de la révolution à un petit nombre de mots d'ordre clairs et simples, qu'on remplacera suivant la dynamique de la lutte. C'est en cela que consiste une politique révolutionnaire.

### **LE COMMUNISME, L'ANARCHO-SYNDICALISME, LA SOCIAL-DEMOCRATIE**

Comme il était à prévoir, la direction de l'Internationale communiste ne s'est pas tout de suite aperçu de ce qui se passait en Espagne. Manouïlsky, "préposé" aux affaires des nations latines, déclarait encore tout récemment que les événements qui se produisaient dans la péninsule ne méritaient aucune attention. Ah, bien sur! Ces personnages proclamaient, en 1928, que la France était à la veille d'une révolution prolétarienne. Après avoir si longtemps chanté l'épithalame à propos de funérailles, ils ne pouvaient se dispenser d'accueillir une noce aux sons de la marche funèbre. S'ils avaient agi autrement, ils se seraient manqué à eux-mêmes. Néanmoins, quand ils constatèrent que les événements d'Espagne, non prévus au calendrier de la "troisième période", continuaient de se développer, les leaders de l'Internationale communiste s'en tinrent à la simple consigne du silence, ce qui était, en tout cas, plus prudent. Mais les événements de décembre ne leur permettaient plus de se taire. Et alors, conformément à la tradition adoptée, le "préposé" aux pays latins se tira de la difficulté en décrivant en l'air un large tour de bras: nous parlons de l'article paru dans la *Pravda* du 17 décembre.

La dictature de Berenguer, comme celle de Primo de Rivera, est qualifiée, dans cet article, de "régime fasciste". Mussolini, Matteoti, Primo de Rivera, Macdonald, Tchang Kaï-chek, Berenguer, Dan ne sont tous que des variétés de l'espèce fasciste. Du moment qu'on a le mot, à quoi bon réfléchir? Il ne reste, pour que le tableau soit complet, qu'à y introduire le régime "fasciste" du Négus d'Abyssinie. En ce qui concerne le prolétariat espagnol, la *Pravda* nous apprend que non seulement "il s'assimile de plus en plus rapidement le programme et les mots d'ordre du parti communiste espagnol", mais qu'il a déjà "pris conscience de son

hégémonie dans la révolution". En même temps, des dépêches officielles de Paris nous annoncent la formation de soviets paysans en Espagne. On sait que, sous la direction de Staline, ce sont avant tous autres les paysans qui s'assimilent et réalisent le système soviétique (exemple, la Chine!). Si le prolétariat a déjà "pris conscience de son hégémonie" et si les paysans se sont mis à constituer des soviets, et si tout cela s'est fait sous la direction du parti communiste officiel, il faut estimer que la révolution espagnole est assurée de vaincre, -du moins jusqu'au moment où les membres de "l'exécutif" madriléno seront accusés par Staline et Manouïlsky d'avoir mal appliqué la ligne générale, laquelle, dans les colonnes de la *Pravda*, se présente encore à nous comme le tracé de l'ignorance crasse et de l'étourderie illimitée. Gâtés jusqu'à la moelle par leur propre politique, ces "leaders" ne sont plus capables d'apprendre quoi que ce soit.

En réalité, si vaste et si puissante que soit la lutte engagée, les facteurs subjectifs de la révolution -le parti les organisations de masses, les mots d'ordre- sont extrêmement en retard sur les buts que s'assigne le mouvement, et c'est en ce retard qu'est actuellement le principal danger.

Des explosions de grèves à demi spontanées, qui laissent des victimes, qui s'achèvent par des défaites, ou qui finissent en match nul, comptent parmi les étapes absolument inévitables de la révolution; c'est la période du réveil des masses, de leur mobilisation et de leur incorporation dans la lutte. Ce n'est pas seulement, en effet, l'élite ouvrière qui participe au mouvement, c'est toute la masse. Les grévistes sont ceux des usines, mais aussi les artisans, les chauffeurs, les boulangers, les gars du bâtiment, ceux des travaux d'irrigation et, enfin, les ouvriers agricoles. Les vétérans se dégourdissent les membres, les nouveaux s'instruisent. Par ces grèves la classe commence à prendre conscience d'elle-même.

Cependant, ce qui fait actuellement la force du mouvement -ce qui est une poussée des forces élémentaires- peut devenir une cause de faiblesse. Si l'on admettait que le mouvement restera comme par le passé livré à lui-même, dépourvu de tout programme précis, incapable de pourvoir à sa propre direction, il faudrait désespérer de tout. Car il ne s'agit pas d'autre chose que de la conquête du pouvoir. Les grèves les plus violentes n'apportent pas de solution, d'autant plus qu'elles sont dispersées. Si le prolétariat, au cours de la lutte, ne sentait pas bientôt, dans les mois qui vont suivre, que les tâches à accomplir et les méthodes à suivre lui deviennent plus claires, que ses rangs se resserrent et se renforcent, il se produirait une fatale dislocation dans son propre milieu. Les masses soulevées pour la première fois par le mouvement actuel retomberaient dans une attitude passive. A l'avant-garde, à mesure que le sol se déroberait sous ses pieds, renaîtraient des tendances aux actions de partisans, et, d'une façon générale, le goût de l'aventure. Ni les paysans, ni les citadins pauvres ne trouveraient en ce cas une direction dûment autorisée. Les espérances éveillées se réduiraient bientôt à des désillusions, à de l'exaspération. La situation en Espagne deviendrait, dans une certaine mesure, pareille à celle que nous avons connue en Italie pendant l'automne de 1920. Si la dictature de Primo de Rivera n'a pas été fasciste, si elle a été la dictature typique en Espagne d'une clique militaire, appuyée par certains groupes des classes possédantes, il reste que, dans les conditions indiquées ci-dessus -passivité et expectative du parti révolutionnaire, mouvement impulsif des masses-, un véritable fascisme pourrait trouver en Espagne un terrain favorable. La haute bourgeoisie pourrait s'emparer des masses petites-bourgeoises, déséquilibrées, déçues, désespérées, et canaliser leur indignation contre le prolétariat. Bien entendu, nous sommes encore loin de ce résultat. Mais il n'y a pas de temps à perdre.

Si même on admet pour un instant que le mouvement révolutionnaire -dirigé par les éléments de gauche de la bourgeoisie, officiers, étudiants, républicains- puisse mener à la victoire, la pauvreté du succès remporté équivaldrait en définitive à une défaite. Les républicains espagnols restent, comme nous l'avons déjà dit, fixés sur le terrain de la propriété établie. On ne peut attendre d'eux ni l'expropriation des gros propriétaires fonciers, ni la liquidation des biens et privilèges de l'Eglise catholique, ni le nettoyage à fond des écuries d'Augias qu'est la bureaucratie civile et militaire. La camarilla monarchique serait purement et simplement remplacée par une camarilla républicaine et nous n'aurions qu'une nouvelle édition de la république éphémère et stérile de 1873-1874.

Il est tout à fait dans l'ordre que les leaders socialistes soient à la traîne des républicains. Hier, la social-démocratie s'appuyait du flanc droit à la dictature de Primo de Rivera. Aujourd'hui, elle coudoie, sur sa gauche, les républicains. Le grand problème pour les socialistes, qui n'ont pas et ne peuvent avoir leur politique particulière, est de participer à un solide gouvernement bourgeois. A cette condition, ils ne refuseraient pas, au pis aller, de se réconcilier même avec la monarchie.

Mais l'aile droite des anarcho-syndicalistes n'est nullement assurée de ne pas s'engager dans le même chemin: à cet égard, les événements de décembre donnent une grande leçon et un sévère avertissement.

La Confédération nationale du travail groupe incontestablement les éléments les plus combattifs du prolétariat. La sélection s'est faite au cours de longues années. Consolider cette confédération et la transformer en une véritable organisation de masse est l'impérieux devoir de tout ouvrier avancé et surtout des ouvriers communistes. On peut également contribuer à cette tâche en militant à l'intérieur des syndicats réformistes, en dénonçant infatigablement les trahisons de leurs leaders et en exhortant les ouvriers à serrer les rangs dans les cadres d'une confédération syndicale unitaire. Les circonstances de la période révolutionnaire seront extrêmement favorables à ce genre de travail.

Mais, en même temps, nous ne pouvons nous faire aucune illusion sur les destinées de l'anarcho-syndicalisme, en tant que doctrine et méthode révolutionnaire. Faute d'un programme de révolution, faute de comprendre quel peut être le rôle d'un parti, l'anarcho-syndicalisme désarme le prolétariat. Les anarchistes "nient" la politique tant qu'elle ne leur saute pas à la gorge: en ce dernier cas, ils cèdent le terrain à la politique de la classe ennemie. C'est ce qui s'est passé en décembre!

Si le parti socialiste s'était assuré, pendant la révolution, une situation prépondérante dans le prolétariat, il n'eût été capable que de transmettre le pouvoir aux mains infidèles du groupe républicain, qui l'aurait repassé, automatiquement, à ses détenteurs actuels. La montagne eût accouché d'une souris.

Quant aux anarcho-syndicalistes, ils ne pourraient prendre la tête de la révolution que s'ils renonçaient à leurs préjugés anarchistes. Notre devoir est de les y aider. En fait, il faut supposer qu'une partie des chefs syndicalistes passeront aux socialistes ou seront rejetés par la révolution; les véritables révolutionnaires seront avec nous; les masses se rallieront aux communistes, de même que la plupart des ouvriers socialistes.

L'avantage des situations révolutionnaires, c'est que les masses s'y instruisent rapidement. Leur évolution provoquera inévitablement des dislocations et des scissions non seulement parmi les socialistes, mais parmi les syndicalistes. Il sera nécessaire de conclure des conventions pratiques avec les syndicalistes *révolutionnaires* au cours de la révolution. Nous tiendrons loyalement nos engagements. Mais il serait vraiment périlleux d'introduire dans ces traités des éléments d'équivoque, des réticences, des inexactitudes. Même en ces jours et ces heures où les ouvriers communistes doivent se battre en serrant les

coudes avec les ouvriers syndicalistes, il n'est pas permis de supprimer certaine cloison de principe, de taire les divergences d'opinion, ni d'atténuer la critique des idées fausses de l'allié. Ce n'est qu'à cette condition que les progrès de la révolution seront assurés.

### **LA JUNTE RÉVOLUTIONNAIRE ET LE PARTI**

Dans quelle mesure le prolétariat lui-même s'efforce-t-il d'unifier son action? On en peut juger par ce qui s'est passé le 15 décembre: les ouvriers se soulevèrent simultanément non seulement dans les grandes villes, mais dans des agglomérations de deuxième ordre. Ils répondirent au signal des républicains parce qu'ils n'avaient pas d'avertisseur à eux qui portât suffisamment loin. Le mouvement fut écrasé, mais il n'en résulta pas, semble-t-il, la moindre défaillance. La masse considère ses manifestations comme des expériences, comme des exercices d'école, comme une préparation. C'est ce qui caractérise au plus haut degré *la montée du sentiment révolutionnaire*.

Pour prendre la grand-route, le prolétariat a immédiatement besoin d'une organisation qui s'élève au-dessus de toutes les divisions actuelles, politiques, nationales, provinciales, professionnelles dans les rangs du prolétariat, d'une organisation qui corresponde à l'ampleur de la lutte révolutionnaire menée aujourd'hui. L'organisation souhaitable, démocratiquement élue par les ouvriers des usines, des fabriques des mines, des entreprises commerciales, des chemins de fer et de la marine marchande, par les prolétariats des villes et des campagnes, ne peut être qu'un soviets. Les épigones ont causé des dommages incommensurables au mouvement révolutionnaire dans le monde entier en implantant dans bien des esprits cette fausse idée que les soviets ne se forment que pour les besoins d'une insurrection armée, et seulement à la veille de cette insurrection. En réalité, les soviets se constituent au moment où le mouvement révolutionnaire des masses, quoique fort éloigné encore de l'insurrection armée, en arrive à réclamer une vaste organisation pourvue d'autorité, capable de présider aux batailles économiques et politiques dans lesquelles s'engagent simultanément diverses entreprises et diverses professions. Il faut que les soviets, durant la période préparatoire de la révolution, prennent corps dans la classe ouvrière pour être capables de jouer un rôle dirigeant lorsque commencera franchement la lutte pour la conquête du pouvoir. Il est vrai que le mot "soviets", après treize ans d'existence du régime soviétique, a pris un tout autre sens que celui qu'il avait en 1905 ou au début de 1917, lorsque les soviets étaient fondés non pas en tant qu'organes du pouvoir, mais comme organisations de combat de la classe ouvrière. Le mot *junte*, qui se rattache de près à toute l'histoire révolutionnaire de l'Espagne, exprime le mieux possible l'idée qu'il faut traduire. Il s'agit maintenant de créer en Espagne des *juntas ouvrières*.

Dans l'état actuel du prolétariat, la constitution des juntas suppose la participation des communistes, des anarcho-syndicalistes, des social-démocrates et des sans-parti qui dirigent les grèves. Dans quelle mesure peut-on compter sur l'adhésion des anarcho-syndicalistes et des social-démocrates aux soviets? A l'écart du mouvement, on ne peut le prédire. La grandeur de l'effort contraindra sans doute bien des syndicalistes, et peut-être une partie des socialistes, à aller plus loin qu'ils ne le voudraient, si les communistes ont assez d'énergie pour poser comme il convient le problème des juntas ouvrières.

Devant la poussée des masses, les questions pratiques de constitution des soviets, des normes de représentation, de l'époque et des modalités des élections, et autres problèmes, peuvent et doivent devenir l'objet d'un *accord* non seulement entre toutes les fractions communistes, mais entre elles et les syndicalistes ou socialistes qui accepteront la création de juntas. Bien entendu, à toutes les étapes de la lutte, les communistes marchent drapeau déployé.

En dépit de la toute récente théorie stalinienne, les juntas paysannes, en tant qu'organisations électives, ne se constitueront guère, du moins en nombre considérable, avant la prise du pouvoir par le prolétariat. Durant la période préparatoire, dans les campagnes. d'autres formes d'organisation se développeront plutôt: elles seront basées non sur l'électivité, mais sur des choix de personnes: associations de paysans, comités de pauvres, cellules communistes, syndicats d'ouvriers agricoles, etc. Cependant, la propagande pour le mot d'ordre des *juntas paysannes*, basé sur un programme de révolution agraire, peut être mise dès à présent à l'ordre du jour.

Il est très important de poser comme il faut la question des *juntas de soldats*. Telle que l'armée est organisée, les soviets de soldats ne peuvent se former qu'à la dernière période de la crise révolutionnaire, quand les pouvoirs de l'Etat auront perdu leur contrôle sur les troupes. Dans la période préparatoire, il ne s'agit que d'organisations clandestines, de groupements de soldats révolutionnaires, de cellules du parti, et, bien souvent, de relations personnelles des ouvriers avec des soldats.

Le soulèvement républicain de décembre 1930 sera, sans aucun doute, consigné dans l'histoire comme une ligne de démarcation entre deux époques de la lutte révolutionnaire.

Il est vrai que l'aile gauche des républicains s'est mise en liaison avec les leaders des organisations ouvrières pour obtenir une certaine unité d'action. Les ouvriers, démunis d'armes, devaient être le chœur dirigé par les coryphées républicains. Ce but a été atteint, à tel point qu'on s'est rendu compte, une bonne fois, de l'incompatibilité d'une conspiration d'officiers avec une grève révolutionnaire. Contre le complot militaire qui opposait des corps d'armée à d'autres, le gouvernement trouva des forces suffisantes dans l'armée même. Quant à la grève, comme elle n'avait pas de but particulier ni de direction à elle, elle dut se réduire à rien dès que la mutinerie des militaires fut écrasée.

Le rôle révolutionnaire de l'armée, considérée non comme instrument d'expériences d'officiers, mais comme une partie de la population, sera déterminé en fin de compte par ce que feront les masses ouvrières et paysannes au cours de la lutte. Pour qu'une grève révolutionnaire remporte la victoire, elle doit en arriver à une confrontation des ouvriers avec l'armée. Si importants que soient les éléments militaires dans cette rencontre, c'est la politique qui doit y prédominer. On ne peut conquérir la masse des soldats qu'en posant clairement les problèmes sociaux de la révolution. Mais ce sont précisément ces problèmes qui effarouchent le corps des officiers. Il est naturel que des prolétaires révolutionnaires portent toute leur attention sur les soldats, créant dans les régiments des cellules de révolutionnaires conscients et intrépides. L'action communiste dans l'armée, qui, au point de vue politique est subordonnée au travail fait dans le prolétariat et chez les paysans, ne peut se développer qu'au moyen d'un programme clair. Lorsque le moment décisif sera venu, les ouvriers devront, par le caractère massif et la violence de leur offensive, entraîner une grande partie de l'armée du côté du peuple, ou, du moins, neutraliser les militaires. C'est une façon de poser largement la question révolutionnaire: cela n'empêche pas que l'on puisse prévoir une "conjuración" des soldats les plus avancés et des officiers qui auraient des sympathies pour la révolution prolétarienne dans une période précédant de peu la grève générale et l'insurrection. Mais une conjuration de cette sorte n'a rien de commun avec un pronunciamiento; il ne s'agit que de servir, de garantir le succès d'une insurrection prolétarienne.

Si l'on veut arriver à bout de tous ces problèmes, trois conditions se posent: la première est qu'il faut un parti; la deuxième est aussi qu'il faut un parti; la troisième est encore qu'il faut un parti.

Quels seront les rapports des différentes organisations, des différents groupes actuels du communisme, et quel sera leur sort? Il est difficile d'en juger de loin. L'expérience fera la preuve. Les grands événements donnent infailliblement la mesure des idées, des organisations et des gens. Si la direction de l'Internationale communiste se révèle incapable de proposer aux ouvriers espagnols autre chose qu'une fausse politique, des directives bureaucratiques et une scission, le vrai parti communiste espagnol se formera et prendra de la solidité en dehors des cadres officiels de l'Internationale communiste. D'une façon ou d'une autre, le parti doit être constitué. Il doit être unitaire et centralisé.

La classe ouvrière ne saurait en aucun cas établir son organisation politique d'après les principes du fédéralisme. Le parti communiste n'est pas la préfigure du régime qui sera instauré en Espagne; il est le solide levier qui servira à renverser le régime existant. Il ne peut être organisé autrement que sur les bases d'un centralisme démocratique.

La junte prolétarienne deviendra le vaste terrain sur lequel chaque parti, chaque groupe seront mis à l'épreuve et donneront leur mesure sous les yeux des masses. Les communistes opposeront le mot d'ordre du front unique ouvrier aux pratiques des socialistes et d'une partie des syndicalistes qui se coalisent avec la bourgeoisie. Le front unique révolutionnaire est le seul qui puisse permettre au prolétariat d'inspirer la confiance nécessaire aux masses opprimées des campagnes et des villes. La réalisation du front unique n'est concevable que sous le drapeau du communisme. La junte a besoin d'un parti dirigeant. A défaut d'une ferme direction, elle resterait une vaine organisation de pure forme et finirait inévitablement par tomber sous la coupe de la bourgeoisie.

Ainsi s'imposent aux communistes espagnols de grandioses tâches historiques. Les ouvriers avancés de tous les pays suivront avec une attention passionnée le développement du grand drame révolutionnaire qui, tôt ou tard, réclamera non seulement leurs sympathies, mais leurs concours. Tenons-nous prêts!

*Prinkipo, 24 janvier 1931.*

## Appendice IV

### **LA REVOLUTION ESPAGNOLE ET LES DANGERS QUI LA MENACENT**

#### **LA DIRECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE EN FACE DES EVENEMENTS D'ESPAGNE**

La révolution espagnole croît. Dans le processus de la lutte, ses forces internes s'accroissent aussi. Mais, en même temps, s'accroissent les dangers. Nous ne parlons pas de ces dangers dont les foyers sont constitués par les classes dominantes et leur domesticité politique: républicains et socialistes. Ce sont là des ennemis déclarés et la conduite à suivre à leur égard s'impose en toute évidence. Mais il existe des dangers intérieurs.

Les ouvriers espagnols regardent avec confiance l'Union soviétique, progéniture de la révolution d'Octobre. Cet état d'esprit constitue un capital précieux pour le communisme. La défense de l'Union soviétique est le devoir de tout ouvrier révolutionnaire. Mais il ne faut pas permettre que l'on abuse de la fidélité des ouvriers à la révolution d'Octobre pour leur imposer une politique qui va à l'encontre de toutes les leçons et enseignements légués par Octobre.

Il faut parler clairement. Il faut parler de façon à se faire entendre de l'avant-garde du prolétariat espagnol et international: *un danger immédiat menace la révolution prolétarienne en Espagne et il vient de la direction actuelle de l'internationale communiste*. Toute révolution peut être anéantie, même la plus prometteuse: cela a été démontré par l'expérience de la révolution allemande de 1923 et, d'une façon encore plus éclatante, par l'expérience de la révolution chinoise de 1925-1927. Dans les deux cas, la débâcle eut pour cause immédiate une fausse direction. Aujourd'hui, c'est le tour de l'Espagne. Les dirigeants de l'internationale communiste n'ont rien appris de leurs propres erreurs. Pis encore, pour dissimuler les erreurs précédentes, ils sont obligés de les justifier et de les amplifier. Dans la mesure où cela dépend d'eux, ils préparent à la Révolution espagnole le sort de la Révolution chinoise.

Durant deux années, on a trompé les ouvriers avancés avec cette malheureuse théorie de la "troisième période"<sup>2</sup>, qui a affaibli et démoralisé l'Internationale communiste. Enfin, la direction a battu en retraite. Mais quand? Précisément au moment où la crise mondiale a marqué un changement radical de la situation et a fait apparaître les premières possibilités d'une offensive révolutionnaire. Pendant ce temps, l'Internationale communiste ne s'apercevait même pas de ce qui se passait en Espagne. Manouïlsky déclarait -et Manouïlsky remplit aujourd'hui les fonctions de chef de l'Internationale communiste- que les événements d'Espagne ne méritaient aucune attention.

Dans l'étude sur la révolution espagnole que nous avons écrite avant les événements d'avril, nous disions que la bourgeoisie, en se parant des diverses nuances du républicanisme, appliquerait tous ses efforts, et jusqu'au dernier moment, à sauvegarder son alliance avec la monarchie. "A vrai dire -écrivions-nous- on ne saurait exclure l'idée d'un concours de circonstances qui contraindrait les classes possédantes à sacrifier la monarchie pour se sauver elles-mêmes (exemple: l'Allemagne!)" Ces lignes ont donné l'occasion aux staliniens -après les événements, bien entendu- de parler d'un faux pronostic<sup>3</sup>. Des gens qui n'ont eux-mêmes jamais rien prévu réclament des autres non pas des pronostics marxistes, mais des prédictions théosophiques concernant le jour où se produiront les événements et la tournure qu'ils prendront: ainsi des malades ignorants et superstitieux exigent-ils des miracles de la médecine. Un pronostic marxiste a pour objet d'aider l'opinion à s'orienter d'après la direction générale des faits et à voir clair dans leurs développements "inattendus". Que la bourgeoisie espagnole se soit décidée à se séparer de la monarchie, cela s'explique par deux raisons également importantes. Le débordement impétueux de la colère des masses contraignit la bourgeoisie à essayer de faire d'Alfonso, que le peuple avait en horreur, un bouc émissaire. Mais cette manœuvre, qui comportait des risques sérieux, n'a réussi à la bourgeoisie espagnole que grâce à la confiance des masses dans les républicains et les socialistes et parce que, dans le changement de régime, on n'avait pas à compter avec le danger communiste. La variante historique qui s'est réalisée en Espagne est, par conséquent, le résultat de la force de la poussée populaire, d'une part, et de la faiblesse de l'Internationale communiste, d'autre part. C'est par la constatation de ces faits qu'il faut commencer. La règle générale de la tactique est de ne pas surestimer ses propres forces si l'on veut devenir plus fort. Mais c'est une règle qui ne compte pas pour la bureaucratie des épigones. Si, à la veille des événements, Manouïlsky a prédit que rien de sérieux ne se produirait, au lendemain du coup d'Etat, l'irremplaçable Péri, le fournisseur de fausses informations sur les pays latins, commença à envoyer sans interruption des télégrammes disant que le prolétariat espagnol soutenait presque exclusivement le parti communiste et que les paysans espagnols créaient des soviets.

La *Pravda* publiait ces fantaisies en y ajoutant d'autres stupidités, prétendant que les "trotskystes" se traînaient à la remorque du gouvernement de Zamora, tandis que Zamora mettait et met en prison les communistes de gauche... Enfin, le 14 mai, la *Pravda* publiait un éditorial-programme, "L'Espagne en feu", où l'on retrouve, condensées, dans des propos qui s'appliquent à la révolution espagnole, toutes les bévues des épigones.

#### **QUELLE ATTITUDE PRENDRE A L'EGARD DES CORTES?**

La *Pravda* cherche à prendre son départ avec cette vérité incontestable que la propagande seule ne suffit pas. "Le parti communiste doit dire aux masses ce qu'elles doivent faire aujourd'hui." Que propose donc à ce sujet la *Pravda*? Grouper les ouvriers "pour le désarmement de la réaction, pour l'armement du prolétariat, pour l'élection des comités d'usines, pour imposer par l'action directe la journée de sept heures, etc." "Etc." -le mot y est. Les mots d'ordre énumérés sont indiscutables, quoique ne se rattachant pas intimement les uns aux autres et dépourvus de la logique conséquente que réclame le développement des masses.

<sup>2</sup> Théorie développée en 1927 par Boukharine au nom de l'Exécutif de l'Internationale et en vertu de laquelle, à la période révolutionnaire de 1917-1921 et à la période de stabilisation qui a suivi succède une "troisième période", où doit reprendre la lutte révolutionnaire.

<sup>3</sup> Ce sont les staliniens américains qui font le plus de zèle. Il est difficile d'imaginer à quelles Colannes d'Hercule atteignent la vulgarité et la bêtise de fonctionnaires stipendiés pour dire de telles sottises et qui ne sont contrôlés par personne. (L.T.)

Mais, ce qui est surprenant, c'est que l'éditorial de la *Pravda* ne mentionne même pas les *élections aux Cortès*, comme si ce qui est un événement politique dans la vie de la nation espagnole n'existait pas ou comme si les ouvriers n'avaient pas à s'en occuper. Que signifie ce mutisme?

D'après les apparences, la révolution républicaine s'est produite, comme on sait, au moyen des élections municipales. Bien entendu, cette révolution procédait de causes beaucoup plus profondes et nous en avons parlé bien avant la chute du ministère Berenguer. Mais la liquidation de la monarchie par des procédés "parlementaires" s'est faite totalement au profit des républicains bourgeois et de la démocratie petite-bourgeoise. Nombreux sont en Espagne les ouvriers qui se figurent, aujourd'hui, que les questions essentielles de la vie sociale peuvent être résolues par des bulletins de vote. Cette illusion ne peut être dissipée que par l'expérience. Il faut pourtant savoir faciliter cette expérience. Comment? En tournant le dos aux Cortès ou, au contraire, en participant aux élections? Il faut répondre à cela.

A part l'éditorial que nous citons plus haut, le même journal publie un article "théorique" (n° des 7 et 10 mai) qui prétend donner une analyse marxiste des forces intérieures de la révolution espagnole et une définition bolchevique de sa stratégie. Cet article non plus ne mentionne pas une seule fois les Cortès: faut-il boycotter les élections ou participer? D'une façon générale la *Pravda* se tait sur les mots d'ordre et les tâches de la démocratie politique, quoiqu'elle désigne la révolution comme démocratique. Que signifie cette réticence? On peut *participer* aux élections, on peut les *boycotter*. Mais, peut-on les *passer sous silence*?

Envers les Cortès de Berenguer, la tactique du boycottage était entièrement juste. Il était clair d'avance qu'Alphonse réussirait pour une certaine période à revenir dans la voie de la dictature militaire, ou bien que le mouvement déborderait Berenguer et ses Cortès. Dans ces conditions, les communistes devaient prendre l'initiative de la lutte pour le boycottage des Cortès. C'est précisément ce que nous avons essayé de faire comprendre avec les faibles moyens que nous avions à notre disposition<sup>4</sup>. Si les communistes espagnols s'étaient prononcés à temps et d'une manière décisive pour le boycottage en diffusant dans le pays des tracts, même très courts, à ce sujet, leur autorité au moment du renversement du gouvernement Berenguer se serait considérablement accrue. Les ouvriers avancés se seraient dit: "Ces gens sont capables de prévoir." Malheureusement, les communistes espagnols, désorientés par la direction de l'Internationale communiste, n'ont pas compris la situation et se sont disposés à participer aux élections, sans conviction toutefois. Les événements les ont débordés et la première victoire de la révolution n'a presque pas augmenté l'influence communiste.

Actuellement, c'est le gouvernement Zamora qui se charge de la convocation des Cortès constituantes. Y a-t-il lieu de croire que la convocation de ces Cortès sera entravée par une deuxième révolution? Aucunement. De puissants mouvements de masse sont parfaitement possibles; mais, sans programme, sans parti, sans direction, ces mouvements ne peuvent aboutir à une deuxième révolution. Le mot d'ordre de boycottage serait actuellement la formule d'un parti pris d'isolement. Il faut prendre la part la plus active aux élections.

### **LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE DES RÉFORMISTES ET LE CRÉTINISME ANTIPARLEMENTAIRE DES ANARCHISTES**

Le crétinisme parlementaire est une maladie détestable, mais le crétinisme antiparlementaire ne vaut pas beaucoup mieux. C'est ce que nous démontre clairement le sort des anarcho-syndicalistes espagnols. La révolution pose carrément toutes les questions politiques et, *au stade actuel*, elle leur donne la forme parlementaire. L'attention de la classe ouvrière doit nécessairement se porter sur les Cortès et les anarcho-syndicalistes voteront en catimini pour les socialistes et même pour les républicains. En Espagne, moins que partout ailleurs, on ne peut lutter contre les illusions parlementaires sans lutter contre la métaphysique antiparlementaire des anarchistes.

Dans une série d'articles et de lettres, nous avons démontré l'importance considérable des mots d'ordre démocratiques pour le développement ultérieur de la révolution espagnole. L'aide aux chômeurs, la journée de sept heures, la révolution agraire, l'autonomie nationale, toutes ces questions vitales et profondes se rattachent d'une manière ou d'une autre, dans l'esprit de l'écrasante majorité des ouvriers espagnols, y compris les anarcho-syndicalistes aux Cortès de demain. Pendant la période de Berenguer, il fallait boycotter les Cortès gracieusement octroyées par Alphonse pour obtenir *des Cortès révolutionnaires constituantes*. La propagande devait d'abord poser la question du droit électoral. Oui, en effet: cette prosaïque question du droit électoral! La démocratie soviétique, cela va de soi, est incomparablement supérieure à la démocratie bourgeoise. Mais les soviets ne tombent pas du ciel. Il faut monter pour y atteindre.

Il se trouve en ce monde de soi-disant marxistes qui professent un superbe mépris, par exemple, pour le suffrage universel, égalitaire, direct et à bulletin secret accordé à tous les hommes et toutes les femmes depuis l'âge de dix-huit ans. Or, si les communistes espagnols avaient exprimé en temps opportun ce mot d'ordre, le défendant par des discours, des articles, des tracts et des papillons, ils auraient acquis une immense popularité. C'est précisément parce qu'en Espagne les masses populaires sont enclines à surestimer les facultés créatrices des Cortès que chaque ouvrier éduqué, chaque paysanne révolutionnaire veut participer aux élections. Nous ne nous solidarisons pas un instant avec les illusions des masses; mais ce qui se cache de *progressif* sous ces illusions, nous devons l'utiliser jusqu'au bout; autrement nous ne serions pas des révolutionnaires, mais de méprisables pédants. Or, si l'on abaisse l'âge de la majorité électorale, des milliers et des milliers d'ouvriers, d'ouvrières, de paysans et de paysannes sont directement intéressés. Et lesquels? Des éléments jeunes et actifs, ceux qui sont appelés à faire la deuxième révolution. Opposer ces jeunes générations aux socialistes, qui cherchent leur appui parmi les ouvriers âgés, est du devoir tout à fait élémentaire et incontestable de l'avant-garde communiste.

Continuons. Le gouvernement Zamora veut faire adopter aux Cortès une Constitution instituant deux Chambres. Les masses révolutionnaires qui viennent de renverser la monarchie et qui sont pénétrées d'une aspiration passionnée, quoique très confuse encore, à l'égalité et à la justice, répondront avec ardeur à l'agitation menée par les communistes contre une bourgeoisie dont le dessein est d'imposer au peuple le fardeau d'une "Chambre des pairs". Cette question *de détail* peut prendre, dans l'agitation, une énorme importance, elle peut jeter les socialistes dans le plus grand embarras, ouvrir une brèche entre les socialistes et les

---

<sup>4</sup> L'opposition de gauche ne possède pas de presse quotidienne. Nous sommes réduits à développer dans des lettres privées des idées qui devraient engendrer le contenu d'articles quotidiens. Nous donnons en appendice à cette étude, dans l'ordre chronologique, des extraits de nos lettres-articles. (L.T.)



républicains, c'est-à-dire diviser, tout au moins pour un temps, les ennemis du prolétariat et, ce qui est mille fois plus important, créer la rupture entre les masses ouvrières et les socialistes.

La revendication de la journée de sept heures formulée par la *Pravda* est tout à fait juste, extrêmement importante et urgente. Mais peut-on poser cette revendication abstraitement, sans tenir compte de la situation politique et des tâches révolutionnaires de la démocratie? La *Pravda* parle *uniquement* de la journée de sept heures, des comités d'usine et de l'armement des ouvriers; elle ignore délibérément la "politique" et, dans tous ses articles, ne trouve pas un mot à dire sur les élections aux Cortès: ainsi la *Pravda* va-t-elle tout à fait dans le sens de l'anarcho-syndicalisme, elle l'alimente, elle le couvre. Cependant, le jeune ouvrier, à qui les républicains et les socialistes dénie le droit de vote, bien que la législation bourgeoise le juge assez mûr pour l'exploitation capitaliste, ou bien celui à qui l'on prétend imposer une Chambre haute, se décideront demain à batailler contre de telles coquinerie en tournant le dos aux anarchistes et en empoignant les fusils.

Quand on lance le mot d'ordre de l'*armement des ouvriers* en dépit des réalités de la vie politique qui atteignent au plus profond des masses, on s'isole soi-même des masses et, en même temps, on les détourne de l'emploi des armes.

Le mot d'ordre du *droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes* est maintenant devenu, en Espagne, d'une importance exceptionnelle. Cependant, ce mot d'ordre est aussi du domaine de la pensée démocratique. Il ne s'agit pas pour nous, bien entendu, d'engager les Catalans et les Basques à se séparer de l'Espagne; mais notre devoir est de militer pour que le droit de séparation leur soit reconnu, s'ils désirent en faire usage. Mais, comment savoir s'ils ont ce désir? C'est très simple. Il faut un plébiscite dans les provinces intéressées, sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et à bulletin secret. Il n'existe pas actuellement d'autre procédé. Par la suite, les questions de nationalités, comme toutes autres questions, seront réglées par des soviets, qui seront les organes de la dictature du prolétariat. Or, nous ne pouvons demander aux ouvriers qu'ils instituent des soviets à n'importe quel moment. Nous ne pouvons que les diriger vers cette solution. Encore moins pouvons-nous imposer à un peuple entier les soviets que le prolétariat ne constituera que plus tard. Pourtant, il est indispensable de donner une réponse à la question actuelle. En mai dernier, les municipalités de Catalogne ont été invitées à élire des représentants pour l'élaboration d'une Constitution provisoire, particulière à cette province, c'est-à-dire pour déterminer les rapports de la Catalogne avec le reste de l'Espagne. Les ouvriers catalans ont-ils pu voir avec indifférence comment la démocratie petite-bourgeoise, soumise comme toujours au gros capital tentait, au moyen d'élections antidémocratiques, de décider du sort du peuple catalan? Le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, dépourvu de son complément, séparé d'autres mots d'ordre qui lui donnent un sens concret -ceux de la démocratie politique- est une formule vide de sens ou pis encore: c'est de la poudre aux yeux.

Pendant un certain temps, toutes les questions de la révolution espagnole passeront, d'une façon ou d'une autre, à travers le prisme parlementaire. Les paysans attendront avec anxiété la réponse des Cortès à la *question agraire*. N'est-elle pas claire, l'importance qu'aurait dans les conditions actuelles un programme agraire communiste développé à la tribune des Cortès? Pour cela, il faut avoir un programme agraire et il faut conquérir un accès à la tribune parlementaire. Ce ne sont pas les Cortès qui résoudre la question de la terre; nous le savons. Il y faut l'initiative hardie des masses paysannes. Mais, pour prendre cette initiative, les masses ont besoin d'un programme et d'une direction. Les communistes ont besoin de la tribune des Cortès pour se mettre en liaison avec les masses. De là viendra une action qui dépassera de loin celle des Cortès. En ce point précis se révèle l'action de la dialectique révolutionnaire à l'égard du parlementarisme.

Comment expliquer alors que la direction de l'Internationale communiste se taise sur cette question? Uniquement par le fait qu'elle reste prisonnière de son propre passé. Les staliniens ont trop bruyamment rejeté le mot d'ordre d'une Assemblée constituante pour la Chine. Le VI<sup>e</sup> congrès a stigmatisé officiellement comme "opportunistes" les mots d'ordre d'une démocratie politique pour les pays coloniaux. L'exemple de l'Espagne, pays incomparablement plus avancé que la Chine ou l'Inde, démontre toute l'inconsistance des décisions du VI<sup>e</sup> congrès. Mais les staliniens ont pieds et poings liés. N'osant pas appeler à boycotter le parlementarisme, ils se taisent tout simplement. Périssent la révolution, mais vive la réputation d'infailibilité des leaders<sup>5</sup>.

### QUE SERA LA REVOLUTION EN ESPAGNE?

Après l'article de théorie cité ci-dessus, qui semble avoir été spécialement écrit pour un bourrage de crânes, après diverses tentatives pour définir le caractère de classe de la révolution espagnole, il est dit textuellement ceci: "Tout cela étant admis [!], il serait pourtant [!] faux de caractériser la révolution espagnole, dès l'étape actuelle, comme une révolution socialiste" (*Pravda*, 10 mai). Il suffit d'avoir lu cette phrase pour apprécier toute l'analyse. -Voyons, se demandera le lecteur, existe-t-il donc des gens capables d'imaginer, sans courir le risque de se faire interner, qu'à l'"étape" *actuelle* la révolution espagnole puisse être considérée comme socialiste? Où donc la *Pravda* a-t-elle découvert qu'il lui fallait absolument établir cette "délimitation", et encore en des termes si modérés, si conventionnels: "Tout cela étant admis, il serait pourtant faux..." C'est que les épigones ont déniché, pour leur malheur, une phrase de Lénine sur l'"hypertrophie" de la révolution démocratique bourgeoise qui se transforme en une révolution socialiste. N'ayant pas compris Lénine et ayant oublié ou adultéré les leçons de la Révolution russe, ils ont pris cette conception d'"hypertrophie" comme base des plus grossières erreurs opportunistes. Il ne s'agit nullement -disons-le tout de suite- de subtilités académiques; mais il y a là une question de vie ou de mort pour la révolution prolétarienne. Voici peu de temps encore, les épigones espéraient voir la dictature du Kuomintang trouver son "hypertrophie" en une dictature ouvrière et paysanne, laquelle se transformerait en une dictature socialiste du prolétariat. Et ils s'imaginaient -Staline développait ce thème avec une profondeur particulière- que de la révolution se détacheraient petit à petit les "éléments de droite", tandis que l'aile gauche serait renforcée; c'est en cela que devait consister le processus organique de l'"hypertrophie". Malheureusement, la splendide théorie de Staline-Martynov est totalement contraire à la théorie de classe de Marx. Le caractère du régime social et, par conséquent, le caractère de chaque révolution est déterminé par le caractère de la classe qui détient le pouvoir. Le pouvoir ne peut passer des mains d'une classe aux mains d'une autre classe que par un coup d'Etat révolutionnaire et non point par une "hypertrophie" organique. Cette vérité fondamentale a été bruyamment niée par les épigones, d'abord en ce qui concernait la Chine et à présent

<sup>5</sup> Le groupe Italien "Prometeo" (bordiguistes) repousse globalement, pour tous les pays et tous les peuples, les mots d'ordre démocratiques révolutionnaires. Ce sectarisme doctrinaire, qui coïncide pratiquement avec la position des staliniens, n'a rien de commun avec la position des bolcheviks-léninistes. L'opposition internationale de gauche doit rejeter toute apparence de responsabilité de cet ultra-gauchisme infantile. L'expérience toute récente de l'Espagne montre que les mots d'ordre de la démocratie politique joueront un rôle indubitablement et extrêmement important dans la ruine du régime de la dictature fasciste en Italie. Entrer dans la révolution espagnole ou italienne avec le programme de Prometeo, c'est la même chose que se lancer à la mer les mains liées derrière le dos: le nageur risque fort de se noyer. (L. T.)

en ce qui concerne l'Espagne. Et nous voyons dans la *Pravda* les princes de la science coiffer leurs bonnets et prendre la température de Zamora, se demandant si l'on peut admettre que le processus de l'"hypertrophie" a déjà amené la révolution espagnole à la phase socialiste. Et ces sages -rendons justice à leur sagesse- concluent: Non, on ne peut l'admettre encore.

Après nous avoir donné une expertise sociologique aussi précieuse, la *Pravda* se lance dans le domaine des pronostics et des directives. "En Espagne, dit-elle, la révolution socialiste ne peut pas être la tâche immédiate. La tâche immédiate [!] consiste dans la révolution ouvrière et paysanne contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie" (*Pravda* 10 mai) Que la révolution socialiste ne soit pas en Espagne "la tâche immédiate", c'est incontestable. Il serait pourtant meilleur et plus exact de dire que l'insurrection armée dans le but de la prise du pouvoir par le prolétariat n'est pas en Espagne "une tâche immédiate". Pourquoi? Parce que l'avant-garde morcelée du prolétariat n'entraîne pas encore derrière elle toute la classe et que la classe n'entraîne pas encore derrière elle les campagnards opprimés. Dans ces conditions, la lutte pour le pouvoir serait une entreprise d'aventuriers. Mais que signifie alors cette phrase complémentaire: "La tâche immédiate consiste en une révolution ouvrière et paysanne contre les propriétaires fonciers et contre la bourgeoisie"? Y aura-t-il donc entre le régime bourgeois-républicain actuel et la dictature du prolétariat une révolution *spéciale* "ouvrière et paysanne"? Et il faudrait croire que cette révolution spéciale, intermédiaire, "ouvrière et paysanne", contrairement à ce que peut être la révolution socialiste, est, en Espagne, "une tâche immédiate"? On mettrait donc à l'ordre du jour une nouvelle révolution? Par l'insurrection armée ou par un autre moyen? En quoi précisément la révolution ouvrière et paysanne "contre les propriétaires fonciers et contre la bourgeoisie" se distinguera-t-elle d'une révolution prolétarienne? Quelle combinaison de classes se trouvera à la base? Quel parti dirigera la première révolution, la distinguant ainsi de la deuxième? Quelles peuvent être les différences de programmes et de méthodes entre ces deux révolutions? Nous chercherions en vain des réponses à ces questions. On a effacé ou embrouillé les idées, les dissimulant sous ce vocable d'"hypertrophie"; quelles que soient leurs réticences et leurs contradictions, ces gens rêvent toujours d'une évolution de la révolution bourgeoise vers la révolution socialiste, par une suite de modifications organiques sous différents pseudonymes: Kuomintang, "dictature démocratique", "révolution ouvrière et paysanne", "révolution populaire"; et, dans ce processus, le motif essentiel, celui d'une classe arrachant le pouvoir à une autre classe, est imperceptiblement dilué.

### **LE PROBLEME DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE**

Bien entendu, la révolution prolétarienne est en même temps une révolution paysanne; mais une révolution paysanne en dehors de la révolution prolétarienne est impossible actuellement. Nous avons pleinement le droit de dire aux paysans que notre but est de créer une république ouvrière et paysanne, de même que nous avons appelé le gouvernement de la dictature prolétarienne après la révolution d'Octobre "gouvernement ouvrier et paysan". Mais, loin d'opposer la révolution ouvrière et paysanne à la révolution prolétarienne, nous les assimilons. C'est la seule façon de poser comme il convient la question.

Ici, nous retombons en plein dans le problème dit de la "révolution permanente". Combattant cette théorie, les épigones en sont arrivés à rompre complètement avec le point de vue de classe. Il est vrai qu'après l'expérience du "bloc des quatre classes" en Chine ils sont devenus plus prudents. Mais là leur confusionnisme n'a pu que s'accroître et ils font tout pour le communiquer à autrui.

Par bonheur, à la suite des événements, cette question est sortie du domaine des profondes méditations des professeurs en révolution qui travaillent sur les anciens textes.

Il ne s'agit plus de souvenirs historiques, ni d'un choix de textes à citer; il s'agit d'une nouvelle expérience historique grandiose qui se développe sous les yeux de tous. Ici, deux points de vue sont confrontés sur le champ de la lutte révolutionnaire.

Les événements auront le dernier mot. On ne peut échapper à leur contrôle. Le communiste espagnol qui ne se rendra pas compte en temps opportun de l'importance des questions rattachées à la lutte contre le "trotskysme" sera théoriquement désarmé devant les questions fondamentales de la révolution espagnole.

### **QU'EST-CE QUE L'"HYPERTROPHIE" D'UNE RÉVOLUTION?**

Oui, Lénine a donné en 1905 la formule hypothétique d'une "dictature démocratique bourgeoise du prolétariat et de la paysannerie". S'il existait un pays où l'on pouvait s'attendre à une révolution démocratique agraire *spontanée précédant* la conquête du pouvoir par le prolétariat, c'était bien la Russie, où le problème agraire dominait toute la vie nationale, où les soulèvements de paysans duraient depuis des dizaines d'années, où existait un parti agraire révolutionnaire indépendant possédant une longue tradition et une influence étendue dans les masses. Et pourtant, même en Russie, il n'y a pas eu place pour une révolution intermédiaire entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne. En avril 1917, Lénine répétait et il le répéta constamment à l'adresse de Staline, de Kamenev et d'autres qui s'accrochaient toujours à l'ancienne formule bolchevique de 1905: "Il n'existe pas et il n'y aura pas d'autre "dictature démocratique" que celle de Milioukov-Tseretelli-Tchernov: la dictature démocratique est, par son essence même, une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat; ce n'est que la dictature du prolétariat qui peut prendre la place de la "dictature démocratique". Quiconque invente des formules intermédiaires mitigées est un pauvre visionnaire ou un charlatan." Telle est la conclusion qu'a tirée Lénine de l'expérience vivante des révolutions de Février et d'Octobre. Nous nous maintenons intégralement sur la base de cette expérience et de ces conclusions.

Que signifie donc chez Lénine l'"hypertrophie" de la révolution démocratique devant une révolution socialiste? Nullement ce que croient discerner les épigones et les phraseurs de l'espèce des professeurs rouges. Il faut comprendre que la dictature du prolétariat ne coïncide pas du tout d'une façon mécanique avec la notion d'une révolution socialiste. La conquête du pouvoir par la classe ouvrière a lieu dans un milieu national déterminé, dans une période déterminée et pour la solution de tâches déterminées. Pour les nations arriérées, de telles tâches immédiates ont un caractère démocratique: émancipation de toutes les nationalités échappant à l'esclavage impérialiste et révolution agraire, comme en Chine; révolution agraire et émancipation des nationalités opprimées comme en Russie. Nous voyons actuellement en Espagne la même chose, quoique dans une autre disposition. Lénine disait même que le prolétariat russe était arrivé au pouvoir, en octobre 1917, avant tout comme agent de la révolution démocratique bourgeoise. Le prolétariat vainqueur a commencé par résoudre des problèmes de démocratie et ce n'est que peu à peu, par la logique de son pouvoir, qu'il est parvenu à envisager les problèmes du socialisme; il n'a commencé sérieusement à résoudre la question de la collectivisation de l'économie agraire qu'à la douzième année de son pouvoir. C'est ce que Lénine appelait la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste. Ce n'est pas le pouvoir bourgeois qui se transforme par hypertrophie en pouvoir ouvrier et paysan et, ensuite, prolétarien; non, le pouvoir d'une classe ne se "transforme"

pas en pouvoir d'une autre classe, mais on l'arrache l'arme à la main. Cependant, après que la classe ouvrière a conquis le pouvoir, les tâches démocratiques du régime prolétarien s'agrandissent inévitablement en tâches socialistes. Le passage organique et évolutif de la démocratie au socialisme n'est possible que sous la dictature du prolétariat. Voilà l'idée centrale de Lénine. Les épigones ont dénaturé tout cela, tout embrouillé, tout falsifié et ils empoisonnent aujourd'hui de leurs idées fausses la conscience du prolétariat international.

### **DEUX VARIANTES: L'OPPORTUNISME OU L'AVENTURE**

Il s'agit, répétons-le, non de subtilités académiques, mais des questions vitales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat. Il est faux de dire qu'en Espagne se pose actuellement "la question d'une révolution ouvrière et paysanne". Il est faux de dire qu'en Espagne *le moment* est venu d'entreprendre une nouvelle révolution, c'est-à-dire une lutte immédiate pour la conquête du pouvoir. Non, la question qui se pose, c'est celle de la conquête des masses, dans le dessein de les affranchir de leurs illusions républicaines, de la confiance qu'elles accordent aux socialistes, afin de les grouper pour un mouvement révolutionnaire. La deuxième révolution viendra, mais ce sera la révolution du prolétariat qui entraîne à sa suite les paysans pauvres. Entre le régime bourgeois et la dictature du prolétariat il n'y aura de place pour aucune sorte de "révolution ouvrière et paysanne" comprise dans un sens spécial. Compter sur une telle révolution et y adapter sa politique, c'est ramener le prolétariat à un régime de Kuomintang, c'est-à-dire ruiner la révolution.

Les formules confusionnistes de la *Pravda* ouvrent deux voies que l'on a suivies, répétons-le, jusqu'au bout en Chine: la voie opportuniste et la voie de l'aventure.

Si aujourd'hui la *Pravda* ne se décide pas encore à "caractériser" la révolution espagnole comme une révolution ouvrière et paysanne, qui sait si ce ne sera pas fait demain quand Zamora-Tchang Kai-chek sera remplacé par le "fidèle Wang Tin-wei", disons par cet homme de gauche, Lerroux. Les sages professeurs, les Martynov, les Kuusinen et Cie, ne décideront-ils pas que c'est bien là une république ouvrière et paysanne que "nous devons soutenir à condition que..." (formule de Staline en mars 1917) ou "soutenir entièrement" (formule du même Staline pour le Kuomintang en 1925-1927).

Mais il existe encore une possibilité pour les aventuriers qui répond peut-être mieux à l'état d'esprit centriste d'aujourd'hui. L'éditorial de la *Pravda* dit que les masses espagnoles "commencent à diriger également leurs coups contre le gouvernement". Le parti communiste espagnol peut-il cependant lancer comme *urgent* le mot d'ordre du renversement du gouvernement actuel? La *Pravda*, dans sa savante étude, déclare -nous l'avons entendu- qu'il s'agit avant tout de faire une révolution ouvrière et paysanne. Si l'on voit en cette "phase", non point une hypertrophie, mais un renversement du pouvoir, une nouvelle perspective se découvre, celle d'une aventure. Le faible parti communiste peut se dire à Madrid, comme il s'est dit (ou comme on lui a commandé de se dire) en décembre 1927, à Canton "Pour une dictature prolétarienne nous ne sommes, bien entendu, pas encore murs; mais puisqu'il s'agit d'un degré intermédiaire, d'une dictature ouvrière et paysanne, essayons, même avec nos faibles forces, de provoquer un soulèvement: peut-être en sortira-t-il quelque chose!" En effet, il n'est pas difficile de le prévoir, quand on constatera qu'on a laissé criminellement échapper la première année de la révolution espagnole, les responsables de cette perte de temps fustigeront tant et plus leur personnel "exécutif" et pourront les lancer dans une tragique aventure, du genre de celle de Canton.

### **DES "JOURNÉES DE JUILLET" EN PERSPECTIVE**

Dans quelle mesure ce danger est-il réel? Au plus haut point. Il tient aux conditions intrinsèques de la révolution même, qui donnent un caractère particulièrement sinistre aux réticences et au confusionnisme des chefs. La situation espagnole actuelle comporte la possibilité d'une nouvelle explosion des masses, qui correspond plus ou moins aux combats qui se sont livrés en 1917 à Petrograd et sont entrés dans l'histoire sous la dénomination de "journées de juillet"; si ces batailles n'ont pas abouti à la défaite de la révolution, c'est uniquement parce que la politique des bolcheviks était justement tracée. Il est indispensable d'insister sur cette question qui est capitale pour l'Espagne.

Nous retrouvons le prototype des "journées de juillet" dans toutes les anciennes révolutions, à commencer par la grande Révolution française, qui eurent des issues fort diverses, mais, en règle générale, malheureuses, et souvent catastrophiques. C'est une phase à prévoir dans le mécanisme d'une révolution bourgeoise, dans la mesure où la classe qui se sacrifie le plus pour faire réussir cette révolution, et qui en espère le plus, en reçoit le moins. La légitimité de ce processus est tout à fait claire. La classe possédante, ayant accédé au pouvoir par la révolution, tend à croire que celle-ci a ainsi accompli toute sa mission et ne se soucie plus que de prouver ses bonnes dispositions aux réactionnaires. La bourgeoisie "révolutionnaire" provoque l'indignation des masses populaires en prenant des mesures qui ont pour objet d'obtenir l'assentiment des classes dépossédées du pouvoir. Les masses perdent leurs illusions bien avant que leur avant-garde ait perdu l'ardeur de la bataille révolutionnaire. Ceux qui sont en tête du mouvement s'imaginent pouvoir, en portant un nouveau coup, parachever ou réparer ce qu'ils n'ont pas fait auparavant avec assez de résolution. De là un élan vers une nouvelle révolution, non préparée, dépourvue de programme, qui ne se connaît point de réserves, qui ne réfléchit pas aux conséquences possibles. D'autre part, la bourgeoisie parvenue au pouvoir semble attendre une montée brutale d'en bas pour tâcher d'en finir avec le peuple. Telle est la base sociale et psychologique d'une demi-révolution complémentaire qui, plus d'une fois dans l'histoire, a été le point de départ d'une contre-révolution victorieuse.

En 1848, les "journées de juillet" tombèrent en France au moins de juin et prirent un caractère incomparablement plus grandiose et plus tragique qu'à Petrograd en 1917. Ce que l'on appela les "journées de juin" du prolétariat parisien sortit avec une force irrésistible de la révolution de Février. Les ouvriers de Paris, qui s'étaient saisis du fusil en février, ne pouvaient s'empêcher de réagir devant le contraste établi entre un programme mirifique et la pitoyable réalité, contraste intolérable qui, tous les jours, les atteignait au cœur comme au ventre. Le prolétariat n'avait ni plan établi, ni programme, ni direction: aussi les journées de juin 1848 ressemblent-elles à un mouvement réflexe, puissant, inévitable. Les ouvriers insurgés furent impitoyablement écrasés. Les démocrates frayaient la voie au bonapartisme.

L'explosion gigantesque de la Commune était au coup d'Etat de septembre 1870 ce que furent les journées de juin à la révolution de février 1848. L'insurrection du prolétariat parisien en mars 1871 était moins que toute autre chose une affaire de calcul stratégique. Elle est née d'une combinaison de circonstances, complétée par une de ces provocations dans lesquelles la bourgeoisie française se montre si ingénieuse, quand la peur stimule sa malveillance. Dans la Commune de Paris, le réflexe de protestation du prolétariat contre le mensonge de la révolution bourgeoise s'est élevé pour la première fois au niveau d'une révolution prolétarienne, mais pour être abattu aussitôt après.

Actuellement, la révolution non sanglante, paisible, glorieuse (cette série d'épithètes est toujours la même) qui se produit prépare en Espagne sous nos yeux ses "journées de juin" si l'on s'en tient au calendrier de la France, ou ses "journées de juillet" si l'on se reporte aux éphémérides de la Russie. Le gouvernement de Madrid, nageant dans une phraséologie qui semble souvent traduite du russe, promet de larges mesures contre le chômage et la gêne des agriculteurs, mais n'ose toucher à aucune des vieilles plaies sociales. Les socialistes du gouvernement de coalition aident les républicains à saboter les tâches de la révolution. Le chef de la Catalogne, la partie la plus industrialisée et la plus révolutionnaire de l'Espagne, annonce dans ses sermons le royaume millénaire d'une société où il n'y aura plus ni nations ni classe opprimées, mais il ne lèverait pas le petit doigt pour aider le peuple à se débarrasser effectivement des chaînes anciennes les plus odieuses. Macia se cache derrière le gouvernement de Madrid qui, à son tour, se cache derrière l'Assemblée constituante. Comme si la vie s'était arrêtée en attendant cette Assemblée! Et comme s'il n'était pas clair d'avance que les prochaines Cortès ne seront que la reproduction en plus grand du bloc républicain-socialiste, qui ne se soucie que de maintenir toutes choses telles qu'elles étaient auparavant! Est-il difficile de prévoir la montée fiévreuse de l'indignation des ouvriers et des paysans? Un désaccord entre la marche des masses dans la révolution et la politique des nouvelles classes dirigeantes, -telle sera la source du conflit insoluble qui, dans son développement ultérieur, ruinera la première révolution, celle d'avril, ou en amènera une autre.

Si le parti bolchevique s'était obstiné à considérer comme "inopportun" le mouvement qui se produisit à Petrograd en juillet, s'il avait tourné le dos aux masses, cette demi-insurrection serait inévitablement tombée sous la direction fragmentée et non concertée des anarchistes, des aventuriers, de ceux qui n'expriment que par hasard la révolte des masses; et, baignant dans son sang, elle se serait épuisée en convulsions stériles. Si, en revanche, le parti, s'étant mis à la tête du mouvement, avait renoncé à juger de la situation dans son ensemble et s'était laissé entraîner dans la voie des batailles décisives, l'insurrection sans aucun doute aurait pris une audacieuse ampleur; soldats et paysans, sous la direction des bolcheviks en juillet se seraient emparés pour quelque temps du pouvoir à Petrograd, mais ils n'auraient réussi ainsi qu'à préparer l'écrasement de la révolution. C'est seulement par une juste direction que le parti bolchevique a su écarter les dangers fatals qui se présentaient sous ces deux aspects: les journées de juin 1848 ou bien celles que vécut la Commune de Paris en 1871. Le coup porté aux masses et au parti en juillet 1917 fut très sensible; mais il ne fut pas décisif. On compta les victimes par dizaines, mais non point par dizaines de milliers. La classe ouvrière sortit de l'épreuve sans avoir été décapitée, sans avoir trop versé de son sang. Elle conservait intacts ses cadres de militants. Ceux-ci avaient beaucoup appris et devaient, en octobre, conduire le prolétariat à la victoire.

C'est précisément du point de vue des "journées de juillet" qu'apparaît l'extrême péril de cette conception fictive d'une révolution "transitoire", mitigée, qui, prétend-on, s'imposerait pour l'instant en Espagne.

### **LA LUTTE POUR LA CONQUETE DES MASSES ET DES JUNTES OUVRIERES**

L'opposition de gauche a le devoir de déceler, de dénoncer impitoyablement et de déconsidérer à tout jamais dans la conscience de l'avant-garde prolétarienne la formule d'une certaine "révolution ouvrière et paysanne" qui se distinguerait de la révolution bourgeoise comme de la prolétarienne. Communistes d'Espagne, n'y croyez pas! Il n'y a là qu'illusion et tromperie. C'est un subterfuge diabolique au moyen duquel on vous mettrait demain la corde au cou. N'y croyez point, Espagnols de l'élite ouvrière! Méditez les leçons de la Révolution russe et celles que vous ont données, par leurs défaites, les épigones. La perspective qui s'ouvre à vous est celle d'une lutte *pour la dictature du prolétariat*. Pour venir à bout de cette tâche, vous devez grouper étroitement autour de vous la classe ouvrière et soulever, à l'aide de cette classe, des millions de paysans pauvres. C'est une besogne de géants. Vous tous, les communistes d'Espagne, portez l'incalculable responsabilité de la révolution. Vous n'avez pas à fermer les yeux sur votre faiblesse ni à vous bercer d'illusions. La révolution ne fait nul cas des phrases. Elle vérifie tout et elle vérifie par le sang. Pour renverser la domination de la bourgeoisie, il ne peut y avoir que la dictature du prolétariat. Il n'est pas, il ne sera pas, il ne peut être de révolution "transitoire", plus "simple", plus "économique", plus "compatible" avec vos forces. L'histoire n'imaginera pas pour vous une dictature intermédiaire, une dictature de deuxième zone, une dictature au rabais. Quand on vous parle de cette dictature-là, on vous trompe. Préparez-vous à la dictature du prolétariat, préparez-vous à cela sérieusement, obstinément, inébranlablement!

Pendant, la tâche immédiate des communistes espagnols *n'est pas de s'emparer du pouvoir; elle est de conquérir les masses*. Cette lutte, pour la période qui vient, va se dérouler sur les bases de la république bourgeoise, et, dans une très large mesure, avec les mots d'ordre de la démocratie. La création de juntes ouvrières (soviets) s'impose avant tout, sans aucun doute; mais il serait absurde d'opposer les juntes aux mots d'ordre de la démocratie. La lutte engagée contre les privilèges de l'Eglise, contre la puissance abusive des ordres religieux et des couvents lutte purement démocratique- a provoqué en mai, dans les masses, une effervescence dont on aurait pu profiter pour élire des députés ouvriers; malheureusement, on a laissé échapper cette occasion.

Les juntes, dans la phase actuelle, se présentent comme la forme organisée d'un front unique prolétarien, tant pour les grèves que pour l'expulsion des jésuites et pour la participation aux élections des Cortès, pour établir la liaison avec les soldats comme pour soutenir le mouvement paysan.

C'est seulement dans des juntes englobant les principales formations du prolétariat que les communistes peuvent assurer leur hégémonie sur cette classe et, par conséquent, dominer la révolution. C'est seulement dans la mesure où grandira l'influence des communistes sur la classe ouvrière que les juntes deviendront des organes de lutte pour la conquête du pouvoir. A l'une des étapes ultérieures -nous ne savons encore laquelle-, les juntes, devenues les organes du pouvoir du prolétariat, se trouveront en conflit déclaré avec les institutions démocratiques de la bourgeoisie. Alors seulement sonnera la dernière heure de la démocratie bourgeoise.

Toutes les fois que les masses sont entraînées dans une lutte, elles ressentent invariablement -elles ne peuvent se dispenser de ressentir- le pressant besoin d'une organisation autorisée, qui s'élève au-dessus des partis, des fractions, des sectes, et qui soit capable d'unir tous les ouvriers dans une seule et même action. C'est sous cette forme que doivent se manifester les juntes élues par les ouvriers. Il faut que l'on sache suggérer ce mot d'ordre à la masse au moment opportun; or, les moments favorables, à notre époque, s'offrent à chaque pas. Mais si l'on oppose le mot d'ordre des soviets, compris en tant qu'organes de la dictature du prolétariat, aux réalités de la lutte actuelle, on place ce mot d'ordre comme une chose sacrée, au-dessus de l'histoire, on le suspend comme une icône au-dessus de la révolution: des dévots pourront se prosterner devant la sainte image; les masses révolutionnaires ne la suivront jamais.

## **DU RYTHME DANS LA REVOLUTION ESPAGNOLE**

Mais reste-t-il assez de temps pour appliquer la bonne tactique? Ne serait-il pas trop tard? N'aurait-on pas laissé passer tous les délais?

Il est extrêmement important de définir exactement le rythme suivant lequel se développe la révolution, sinon pour fixer les grandes lignes stratégiques, du moins pour déterminer la tactique. Car si la tactique est mauvaise, la meilleure des stratégies peut mener à la catastrophe. Bien entendu il est impossible de prévoir le rythme en question pour une longue période. C'est au cours de la lutte qu'il convient de procéder aux vérifications et d'après les symptômes les plus divers. D'ailleurs au cours des événements le rythme peut se modifier brusquement. Encore faut-il avoir sous les yeux une certaine perspective pour faire les retouches indispensables, au fur et à mesure que l'expérience se poursuit.

La grande Révolution française a eu besoin de plus de trois ans pour parvenir à son point culminant: la dictature des jacobins. La Révolution russe est arrivée en huit mois à la dictature des bolcheviks. Nous constatons là une énorme différence de rythme. Si, en France, les événements s'étaient développés d'une façon plus rapide, les jacobins n'auraient pas eu le temps de former leur parti, puisqu'ils n'existaient pas à la veille de la révolution. D'autre part, si les jacobins avaient constitué une force à la veille de la révolution, les événements se seraient vraisemblablement déroulés plus vite. Voilà un des facteurs qui règlent le rythme. Mais il en est d'autres qui sont probablement plus décisifs.

La révolution russe de 1917 a été précédée par celle de 1905, que Lénine appelait une répétition générale. Tous les éléments de la deuxième révolution et de la troisième étaient de longtemps préparés, de sorte que ceux qui prirent part à la lutte n'eurent plus qu'à avancer comme sur une piste toute tracée dans les neiges. Ainsi fut extrêmement accélérée la montée de la révolution vers son point culminant.

Quoi qu'il en soit, on doit penser qu'en 1917, ce qui décida du rythme de la révolution fut *la guerre*. La question agraire aurait pu être différée de quelques mois, voire d'un an ou deux. Mais la question de la mort dans les tranchées ne permettait plus d'atermoiements. Les soldats disaient "Que ferai-je de la terre si je n'existe plus?" La poussée de douze millions de soldats accéléra formidablement la révolution. Sans la guerre, malgré la répétition générale de 1905, malgré l'existence du parti bolchevique, la période d'ouverture de la révolution, avant l'intervention des nôtres, aurait pu durer plus de huit mois, peut-être un an, peut-être deux et plus.

Ces considérations générales ont une importance indubitable si l'on veut prévoir le rythme du développement des événements en Espagne. La nouvelle génération n'a pas connu ici de révolution, n'a pas procédé à une "répétition générale". Le parti communiste était extrêmement faible quand il s'est mêlé aux événements. L'Espagne n'est pas en guerre avec l'extérieur; ses paysans ne sont pas entassés par millions dans des casernes et des tranchées, ils n'ont pas à redouter d'être immédiatement exterminés. Cet ensemble de circonstances nous oblige à prévoir une marche plus lente des événements et nous permet, par conséquent, d'espérer que le parti aura plus de temps pour se préparer à la conquête du pouvoir.

Mais certains facteurs agissent dans un sens contraire et peuvent provoquer des tentatives prématurées de bataille décisive, lesquelles équivalraient à une défaite de la révolution: le parti communiste étant faible, la poussée de l'élément populaire n'en est que plus forte; les traditions anarcho-sindicalistes agissent dans le même sens; enfin, la déplorable orientation de l'Internationale communiste ouvre la porte à toutes les manifestations de l'esprit d'aventure.

La conclusion à tirer de ces analogies historiques est claire: si la situation en Espagne (où il n'existe point de traditions révolutionnaires récentes ni de parti communiste solide et qui n'est point en guerre avec l'extérieur) exige, selon toute vraisemblance, que la dictature du prolétariat ne *viene normalement au jour* que beaucoup plus tard qu'en Russie, il est des circonstances qui aggravent singulièrement pour la révolution *le risque d'avortement*.

La faiblesse du communisme espagnol, qui est le résultat d'une politique officielle erronée, le rend extrêmement capable d'adopter les plus dangereuses conclusions d'après de trompeuses directives. Celui qui est faible n'aime guère à faire constater *de visu* sa faiblesse, craint toujours d'être en retard, s'excite et cherche à prendre les devants. En particulier, les communistes espagnols peuvent avoir à craindre les Cortès.

En Russie, l'Assemblée constituante, dont la bourgeoisie avait différé la convocation, se réunit après le dénouement définitif de la crise et fut dissoute sans aucune peine. Les Cortès constituantes s'assemblent en une période moins avancée de la révolution. Les communistes, en supposant qu'ils trouvent accès aux Cortès, n'y seront qu'une minorité insignifiante. De cette constatation il n'y a pas loin jusqu'à cette idée: il faut tenter de renverser le plus tôt possible les Cortès, en utilisant n'importe quelle offensive des masses populaires. Ce serait se lancer dans l'aventure; on ne résoudrait pas ainsi le problème du pouvoir; au contraire on refoulerait bien loin en arrière la révolution et il est probable qu'elle en aurait l'épine dorsale cassée. Le prolétariat ne pourra arracher le pouvoir à la bourgeoisie que si la majorité des ouvriers se voue passionnément à cette tâche et si les exploités, dans tout le peuple, font en majorité confiance au prolétariat.

En ce qui concerne précisément les institutions parlementaires de la révolution, les camarades espagnols doivent moins tenir compte de l'expérience russe que de la grande Révolution française. La dictature des jacobins a été précédée par trois chambres parlementaires. Ce furent trois degrés par lesquels les masses montèrent jusqu'à la dictature des jacobins. Il est stupide d'imaginer -comme le font les républicains et les socialistes de Madrid- que les Cortès mettront un point final à la révolution. Non, effectivement. Elles ne peuvent que donner une nouvelle impulsion au mouvement révolutionnaire, lui assurant en même temps une évolution mieux réglée.

Cette perspective est d'une extrême importance pour quiconque veut s'orienter dans la marche des événements, et remédier aux accès de nervosité comme à l'esprit d'aventure.

Bien entendu, il ne s'agit pas, pour les communistes, de mettre un frein à la révolution. Moins encore est-il question pour eux de se tenir à l'écart des mouvements et manifestations de masses dans les villes et dans les campagnes. Pareille politique serait la ruine du parti, dont la tâche est encore seulement de conquérir la confiance des masses révolutionnaires. C'est uniquement en se plaçant à la tête des ouvriers et des soldats en bataille que les bolcheviks ont réussi, en juillet, à épargner aux masses une catastrophe.

Si les circonstances objectives et la perfidie de la bourgeoisie avaient imposé au prolétariat une bataille décisive dans des conditions défavorables, les communistes auraient, certes, trouvé leur place dans les premiers rangs des combattants. Un parti révolutionnaire préférera toujours s'exposer à une défaite avec sa classe plutôt que de rester à l'écart, s'occupant de donner des leçons de morale et laissant les ouvriers sans direction en face des baïonnettes de la bourgeoisie. Un parti écrasé dans la bataille

trouvera son refuge au fond des cœurs, dans les masses, et, tôt ou tard, prendra sa revanche. Mais un parti qui s'écarterait de sa classe à l'heure du danger ne ressusciterait jamais. Les communistes espagnols ne se trouvent cependant pas devant ce dilemme tragique. Au contraire, il y a toutes raisons de penser que la honteuse politique du socialisme au pouvoir et le pitoyable affolement de l'anarcho-syndicalisme pousseront de plus en plus les ouvriers vers le communisme; on peut estimer que le parti -si sa politique est juste- aura assez de temps pour se préparer et pour conduire le prolétariat à la victoire.

### **POUR LA COHESION DES RANGS COMMUNISTES**

Un des crimes les plus pernicieux de la bureaucratie stalinienne a été de provoquer systématiquement la scission dans les effectifs peu nombreux des communistes espagnols, scission que n'imposaient point les événements de la révolution d'Espagne, mais qu'indiquaient d'avance les directives de ladite bureaucratie, préoccupée seulement de sauvegarder ses propres positions. Toute révolution pousse le prolétariat vers l'extrême-gauche. En 1917, toutes les tendances, tous les groupes proches des bolcheviks, même ceux qui les avaient précédemment combattus, fusionnèrent avec ces derniers. Le parti s'accrut rapidement. En même temps, il avait une vie interne extrêmement agitée; d'avril à octobre et, plus tard, pendant les années de la guerre civile, la lutte des tendances et des groupements dans le parti bolchevique atteignit, à certains moments, la plus grande acuité. Mais nous n'apercevons point là de scissions. Nous ne voyons même pas d'exclusions individuelles. La puissante pression des masses donne de la cohésion au parti. La lutte qui se livre à l'intérieur du parti est pour lui éducatrice, elle lui découvre les voies qu'il doit suivre. En de tels conflits, tous les membres du parti acquièrent de l'assurance, se convainquent toujours plus de la justesse de la politique appliquée par les leurs et de la sûreté de la direction révolutionnaire. C'est uniquement cette conviction des militants bolcheviques de la base, acquise par l'expérience et la lutte idéologique, qui permet aux dirigeants de jeter dans la bataille l'ensemble du parti au moment opportun. Et c'est seulement quand le parti est absolument sûr de sa politique qu'il peut inspirer confiance aux masses. Des groupements artificiellement formés, d'après des exigences de l'extérieur; l'impossibilité de mener ouvertement et honnêtement une discussion idéologique; les amis traités en ennemis; la création de légendes qui favorisent la scission dans les rangs communistes: tels sont les faits qui paralysent actuellement le parti communiste espagnol. Ce parti doit s'arracher à l'emprise bureaucratique qui le condamne à l'impuissance.

Il convient de rassembler les rangs communistes sur la base d'une discussion ouverte et honnête. Il faut préparer un congrès unificateur du parti communiste espagnol.

La situation se complique du fait que la bureaucratie officielle de Staline, peu nombreuse et faible, et, en outre, les groupements organisés d'opposition, exclus pour la forme de l'Internationale communiste -fédération catalane et groupe autonome de Madrid- sont dépourvus d'un clair programme d'action. Pis encore, ils ont été gagnés par les préjugés qu'ont si largement répandus en ces dernières années, en huit ans, les épigones du bolchevisme. Sur la question d'une révolution "ouvrière et paysanne", d'une "dictature démocratique" et même d'un "parti ouvrier et paysan", les Catalans de l'opposition ne répondent point avec la netteté souhaitable. Le danger n'en est que plus grand. Si l'on veut refaire l'unité des rangs communistes, il faut combattre la corruption idéologique et les falsifications du stalinisme.

Là est la tâche de l'opposition de gauche. Mais encore ici faut-il dire la vérité: l'opposition ne s'est presque pas encore occupée de résoudre ce problème. Il faut constater que les camarades espagnols qui adhèrent à l'opposition de gauche n'ont même pas encore créé leur organe de presse; cette omission est impardonnable et la révolution ne laissera certainement pas cette faute impunie. Nous savons en quelles conditions difficiles se sont trouvés ceux qui partagent nos idées: ils ont connu d'incessantes poursuites policières du temps de Primo de Rivera puis sous Berenguer et sous Zamora. Le camarade Lacroix, par exemple, ne sort de la prison que pour y rentrer. L'appareil de l'Internationale communiste, impuissant quand il s'agit de diriger la révolution, s'entend fort bien à persécuter et à calomnier. Tout cela gêne extrêmement notre travail. Cependant, nous devons nous acquitter de notre tâche. Il faut rassembler les forces de l'opposition de gauche dans tout le pays, créer une revue et un bulletin, grouper la jeunesse ouvrière, fonder des cercles et militer pour l'unification des communistes sur la base d'une politique marxiste.

*Kadikoy, 28 mai 1931.*

## Appendice V

### LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE AU JOUR LE JOUR

*Nous avons noté un peu plus haut que l'opposition de gauche avait été contrainte d'examiner les problèmes les plus actuels de la révolution espagnole dans une correspondance privée. Nous publions ici quelques passages de nos lettres comme complément à l'étude que l'on vient de lire.*

#### **25 mai 1930.**

Les événements de la crise que traverse actuellement l'Espagne se déroulent, pour le moment, avec une remarquable régularité qui laisse à l'avant-garde prolétarienne quelque temps pour se préparer...

Étant donné que la bourgeoisie se refuse, consciemment et obstinément, à prendre sur elle le soin de résoudre les problèmes imposés par la crise que traverse son régime; étant donné que le prolétariat n'est pas encore prêt à se charger de résoudre ces problèmes, il n'est pas rare que l'avant-scène soit occupée par des étudiants... L'activité révolutionnaire ou à demi révolutionnaire des étudiants montre que la société bourgeoise traverse une crise très profonde...

Les ouvriers espagnols ont manifesté un instinct révolutionnaire très sûr en donnant leur appui aux manifestations des étudiants. Bien entendu, ils doivent agir ainsi sous le couvert de leur propre drapeau et sous la direction de leur propre organisation prolétarienne. Il est du devoir du communisme espagnol d'assurer cette action, et, à cet effet, il lui est indispensable d'avoir une politique juste...

Si les communistes s'engagent dans cette voie, il faut admettre qu'ils combattront résolument, hardiment, énergiquement, pour les mots d'ordre de la démocratie. Si l'on n'entendait pas l'affaire ainsi, on commettrait une très grave erreur de sectaire... Si la crise révolutionnaire se transforme en révolution, elle dépassera fatalement les limites prévues par la bourgeoisie et, en cas de victoire, il faudra que le pouvoir soit transmis au prolétariat.

#### **21 novembre 1930.**

Dans mon article, j'ai exprimé d'une façon très circonspecte cette idée qu'après plusieurs années de dictature, après un mouvement d'opposition de la bourgeoisie, après tout le bruit artificiellement soulevé par les républicains, après les manifestations d'étudiants, il convient de s'attendre à une *inévitabile* action ouvrière, et j'ai fait entendre que cette action pourrait prendre au dépourvu les partis révolutionnaires. Si je ne me trompe, certains camarades espagnols ont estimé que j'exagérais l'importance symptomatique des manifestations d'étudiants et, en même temps, les perspectives du mouvement révolutionnaire ouvrier. Depuis lors, cependant, la lutte par la grève a pris, en Espagne, une ampleur formidable. Il est absolument impossible de discerner clairement quels sont ceux qui dirigent ces grèves. Ne pensez-vous pas que l'Espagne pourrait passer par le cycle d'événements qu'a connus l'Italie à dater de 1918-1919: une fermentation, des grèves, la grève générale, la mainmise sur les usines, le manque de direction, la décadence du mouvement, la montée du fascisme et une dictature contre-révolutionnaire? Le régime de Primo de Rivera n'était pas une dictature fasciste, car il ne s'appuyait pas sur une réaction des masses petites-bourgeoises. Ne croyez-vous pas que par suite de l'indubitable poussée révolutionnaire qui a lieu actuellement en Espagne -l'avant-garde prolétarienne, en tant que parti, demeurant, comme par le passé, passive et incapable- la situation peut se prêter à un authentique fascisme? Ce qu'il y a de plus dangereux en de telles circonstances, c'est de perdre du temps.

#### **12 décembre 1930.**

Quelles sont donc les perspectives?... Autant que je puisse m'en rendre compte d'après votre dernière lettre, toutes les organisations, tous les groupes se laissent aller au fil de l'eau, c'est-à-dire participent au mouvement dans la mesure où il les entraîne. Pas une seule des organisations n'a un programme d'action révolutionnaire ni des perspectives suffisamment méditées.

...Il me semble que le mot d'ordre des soviets est suggéré par toute la situation, si l'on entend par là les conseils d'ouvriers qui se créent et se développent chez nous, en Russie. Ce furent d'abord de puissants comités de grève. Personne de ceux qui y adhèrent au début ne pouvait supposer que les soviets étaient les futurs organes du pouvoir... Bien entendu, on ne saurait créer artificiellement des soviets. Mais, à chaque grève locale, si elle touche la plupart des métiers et prend un caractère politique, il faut essayer de provoquer la naissance de soviets. C'est le seul genre d'organisation qui, dans les circonstances actuelles, soit capable de prendre la direction du mouvement et d'y instaurer la discipline de l'action révolutionnaire.

Je vous dirai franchement que je crains fort que l'historien de l'avenir n'ait à accuser les révolutionnaires espagnols de n'avoir pas su profiter d'une situation exceptionnelle.

#### **12 janvier 1931.**

Les élections auront-elles vraiment lieu le 1er mars?... Dans la situation actuelle, il semble que l'on pourrait fort bien faire échouer les élections de Berenguer par une tactique de boycottage énergiquement appliquée: en 1905, c'est ainsi que nous avons fait échouer les élections à une douma législative qui n'était que consultative. Quelle est en ce point la politique des communistes? Distribuent-ils à ce sujet des tracts, des appels, des proclamations?

Si l'on boycotte les Cortès, au nom de quoi? Au nom des soviets? A mon avis, il serait erroné de poser ainsi la question. On ne peut, en ce moment, unir les masses des villes et celles des campagnes que sous les mots d'ordre de la démocratie. Ici s'inscrivent

les Cortès constituantes élues sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret. Je ne crois pas que, dans la situation actuelle, vous puissiez vous passer de ce mot d'ordre. Car, enfin, il n'existe pas encore de soviets. Les ouvriers espagnols ne savent pas -du moins par expérience- ce que sont des soviets. Et que dire alors des paysans! Or, la lutte au sujet et autour des Cortès sera, dans la période prochaine, toute la vie politique du pays. En de telles circonstances, il serait erroné d'opposer le mot d'ordre des soviets à celui des Cortès. Bien au contraire, dans la période qui va suivre, il semble qu'on ne puisse créer des soviets qu'en mobilisant les masses avec les mots d'ordre de la démocratie. Entendons cela de la manière suivante: pour empêcher la monarchie de convoquer des Cortès élues par tromperie, truquées et conservatrices, pour assurer la convocation de Cortès constituantes démocratiques, pour que ces Cortès puissent livrer les terres aux paysans et faire bien d'autres choses, il faut créer des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans qui fortifieront les positions des classes laborieuses.

### **31 janvier 1931.**

Les communistes espagnols doivent refaire leur unité: ce mot d'ordre aura sans aucun doute, dans la période qui va suivre, une formidable puissance d'attraction, laquelle s'accroîtra en même temps que l'influence du communisme. Les masses et même leur élite n'accepteront de scissions que celles qui leur seront imposées par leur propre expérience. Voilà pourquoi, me semble-t-il, le mot d'ordre du front unique concernant les ouvriers syndicalistes et socialistes doit s'accompagner de cet autre mot d'ordre: unification des communistes (sur une plate-forme déterminée).

### **5 février 1931.**

...Je pense qu'il ne vous sera guère possible de renoncer au mot d'ordre des Cortès constituantes révolutionnaires. La population de l'Espagne ne compte-t-elle pas plus de 70% de paysans? Comment comprendraient-ils le mot d'ordre d'une "république ouvrière"? Les socialistes et les républicains d'un côté, les curés de l'autre diraient aux paysans que les ouvriers veulent les prendre sous leur coupe et les régenter. Que leur répliqueriez-vous? Je ne vois qu'une seule réponse à faire dans les circonstances présentes: nous voulons que les ouvriers et les paysans délogent les fonctionnaires nommés par le pouvoir supérieur et, d'une façon générale, tous les fauteurs de violences, tous les oppresseurs, et qu'ils expriment leur libre volonté par le suffrage universel. On pourra *amener* les paysans à la république ouvrière, c'est-à-dire à la dictature du prolétariat, au cours de la lutte qui aura lieu pour la conquête des terres et autres objectifs. Mais il n'est pas possible de proposer aux paysans la dictature du prolétariat comme formule fixée *a priori*.

...Les communistes ont évidemment commis une faute en omettant de prendre l'initiative du boycottage. Seuls ils étaient capables, à la tête des ouvriers révolutionnaires, de donner à la campagne du boycottage de l'audace et de la combativité. Pourtant, il semble bien que l'opinion soit très largement disposée au boycottage dans les partis d'opposition, en quoi se manifesterait le symptôme d'une profonde effervescence dans les masses populaires. Les dernières dépêches paraissent confirmer que les républicains et les socialistes se sont prononcés pour le boycottage. Si les communistes les avaient cinglés vigoureusement en temps utile, républicains et socialistes auraient infiniment plus de mal à renoncer à ce projet. Entre-temps, Berenguer et son gouvernement ont lié leur sort, fortement, aux élections du 1er mars. Si le boycottage contraignait Berenguer à opérer une retraite dans tel ou tel sens, les conséquences seraient formidables: les masses prendraient mieux conscience de leurs dispositions révolutionnaires, surtout si les communistes avaient agi comme instigateurs et guides dans cette tactique.

### **13 février 1931.**

Au sujet de la "république ouvrière". On ne peut en aucune façon renoncer à ce mot d'ordre. Mais, actuellement, il convient plus à la propagande qu'à l'agitation. Nous devons expliquer à l'élite ouvrière que nous marchons vers une république ouvrière, mais qu'il faut d'abord amener les paysans à cette idée. Or, convertir les ruraux à la république ouvrière, c'est-à-dire, en fait, à la dictature du prolétariat, nous ne le pourrons guère qu'après plusieurs "expériences" transitoires, dont celle du parlementarisme. Les paysans n'accepteront la dictature du prolétariat qu'après avoir épuisé toutes les autres possibilités. Il est vrai qu'en Espagne bien des possibilités ont déjà fait l'objet d'expériences. Il reste pourtant celle d'une démocratie "intégrale", "conséquente", obtenue par la voie révolutionnaire. Je parle des Cortès constituantes. Bien entendu, nous n'avons pas pour cette formule la dévotion qu'on aurait pour un fétiche. Si les événements se développent plus rapidement, nous saurons en temps utile remplacer ce mot d'ordre par un autre.

### **15 février 1931.**

Il me souvient que, sous forme de "rêverie", je vous ai écrit que ce serait bien beau si le boycottage forçait la monarchie à s'agenouiller, ne fût-ce que sur un seul genou. Maintenant, c'est un fait accompli. La démission de Berenguer n'a pas une bien grande importance politique en soi mais, comme symptôme, elle est extrêmement significative. L'impuissance de la monarchie, la désagrégation des cliques dirigeantes, leur manque de confiance en elles-mêmes, la peur, la peur, la peur devant le peuple, devant la révolution, la peur du lendemain, les tentatives faites pour prévenir par d'extrêmes concessions les conséquences les plus redoutables, -voilà ce qui ressort de la démission de Berenguer et de la demi-capitulation du roi. C'est splendide! En vérité splendide! On ne saurait imaginer mieux! Le respect fétichiste du pouvoir dans la conscience des masses populaires en restera mortellement atteint. Des millions de cœurs vont déborder de satisfaction, d'assurance, d'audace; ce flux les réchauffera, les inspirera, les poussera de l'avant.

L'ensemble de la situation révolutionnaire dans laquelle doit agir le parti du prolétariat est actuellement des plus favorables. Toute la question est aujourd'hui de savoir comment se conduira le parti. Malheureusement, les communistes n'ont pas pris le rôle de coryphées dans le concert des boycotteurs. C'est pourquoi ils n'ont pas fait de grandes conquêtes dans la campagne de ces deux ou trois derniers mois. Durant les périodes où le flux révolutionnaire devient impétueux, l'autorité du parti s'accroît rapidement, fiévreusement, à condition que, dans les tournants décisifs, aux nouvelles étapes, le parti lance le mot d'ordre



nécessaire dont la justesse sera bientôt confirmée par les événements... Au cours de ces derniers mois, de ces dernières semaines, on a laissé échapper des occasions. Mais à quoi bon revenir sur le passé? Il faut regarder devant soi. La révolution n'en est qu'au début de son développement. On peut regagner au centuple ce que l'on a laissé perdre.

Le problème parlementaire et constitutionnel se place au centre de la vie politique officielle. Nous ne pouvons faire mine de l'ignorer en passant. Il faut, selon moi, redoubler d'énergie en lançant le mot d'ordre des Cortès révolutionnaires constituantes. Il ne faut pas "répugner" à l'emploi de formules nettement démocratiques. On réclamera par exemple l'électorat pour tous sans distinction de sexe, à partir de l'âge de dix-huit ans, et sans aucune restriction. Dix-huit ans, pour ce pays méridional, c'est peut-être même fixer un âge déjà trop avancé: il faut miser sur la jeunesse.

... La question du front unique de toutes les fractions communistes, y compris le parti officiel, sera inévitablement mise à l'ordre du jour. Les masses doivent éprouver, au cours des semaines et des mois qui viennent, un impérieux besoin d'être dirigées par un parti révolutionnaire uni et sérieux. Les divergences des communistes agaceront les masses. Celles-ci imposeront l'unité. Non pour toujours sans doute, car les événements peuvent encore rejeter les fractions dans diverses directions. Mais, pour la période qui vient, le rapprochement des fractions communistes me paraît tout à fait inévitable. Sur ce point comme dans la question du boycottage et dans toute autre question politique d'actualité, le gain sera pour la fraction qui aura pris l'initiative de refaire l'unité des rangs communistes. Pour que la gauche communiste soit en mesure de prendre cette initiative, il faut d'abord qu'elle s'unifie elle-même et s'organise. Il est indispensable de créer immédiatement une fraction bien organisée, si peu nombreuse soit-elle au début, de l'opposition communiste de gauche, qui publiera son Bulletin et aura son groupe organique de théoriciens. Bien entendu cela n'exclut pas la possibilité, pour les communistes de gauche, de participer à des organisations plus larges; au contraire, cela présuppose une telle participation; mais c'en est en même temps la condition indispensable.

### **13 mars 1931.**

Quelques mots à propos des juntas de soldats. Avons-nous intérêt à ce qu'elles se constituent en organisations *indépendantes*? C'est une question très sérieuse, au sujet de laquelle on doit, dès le début, se tracer une certaine ligne de conduite, tout en se réservant, bien entendu, le droit d'y apporter des amendements d'après ce qu'indiquera l'expérience.

En 1905, en Russie, on n'en était pas encore à créer des soviets de soldats. Des députés de l'armée se montrèrent bien dans les soviets ouvriers, mais ce ne furent, là que des épisodes. En 1917, les soviets de soldats ont joué un rôle formidable. A Piter (Petrograd) le soviet des soldats fusionna avec celui des ouvriers dès le début et les représentants de l'armée y formaient l'écrasante majorité. A Moscou, les deux soviets restèrent indépendants l'un de l'autre. Mais, en somme, c'était une question d'organisation technique en effet, l'immense armée comptait alors de dix à douze millions de paysans.

En Espagne, les effectifs de l'armée sont ceux du temps de paix; ils sont insignifiants par rapport au chiffre global de la population et même par rapport aux effectifs du prolétariat. Dans ces conditions, est-il inévitable que les soldats se constituent en soviets indépendants? Du point de vue de la politique prolétarienne, nous avons intérêt à attirer les délégués des soldats dans les juntas ouvrières au fur et à mesure de leur création. Les juntas uniquement composées de soldats pourraient n'avoir à se former qu'au moment où la révolution atteindra son point culminant, ou bien quand elle aura remporté la victoire. Les juntas ouvrières peuvent (et doivent!) se constituer plus tôt, sur la base des grèves, du boycottage des Cortès et, ensuite, de la participation aux élections. On peut, par conséquent, amener des délégués-soldats aux juntas ouvrières bien avant que les juntas purement militaires puissent s'organiser. Mais je vais plus loin: si l'on prend en temps utile l'initiative de créer des juntas ouvrières et d'assurer leur action sur l'armée, on réussirait peut-être à éviter par la suite la création de juntas *indépendantes*, exposées à tomber sous l'influence d'officiers arrivistes et non sous celle des ouvriers révolutionnaires. Le peu d'importance des effectifs de l'armée espagnole parle en faveur de cette hypothèse. D'autre part, cette armée peu nombreuse a cependant ses propres traditions de politique révolutionnaire, plus marquées que dans les troupes de tout autre pays. Circonstance qui pourrait bien empêcher, dans une certaine mesure, la fusion des députés soldats avec les juntas ouvrières.

Vous voyez que, sur ce point, je n'ose me prononcer catégoriquement; au surplus, ceux-là même des camarades qui voient de près la situation ne sont probablement guère en état de donner une solution catégorique. Je me borne à ouvrir le débat: plus tôt on entreprendra, dans les larges cercles de l'élite ouvrière, de discuter certaines questions, plus il sera facile de les résoudre par la suite. En tout cas, il conviendrait de s'orienter dans le sens d'une incorporation des délégués-soldats aux juntas ouvrières. Si cela ne réussit que partiellement, ce sera déjà bien. Mais c'est précisément en vue de ce résultat qu'il faut étudier à temps et minutieusement les dispositions de l'armée, des différents corps, des différentes armes, etc.

En somme, il serait bon d'essayer collectivement de dresser une carte politique de l'Espagne dans le but de définir avec plus de précision les rapports de forces dans chaque région et les relations mutuelles entre les régions. Il faudrait indiquer les meilleurs représentants des autres groupes révolutionnaires, les organisations syndicales et les partis, les garnisons, les rapports de forces entre rouges et blancs, les régions où se produit un fort mouvement paysan, etc. Si peu nombreux que soient les oppositionnels, ils pourraient, en divers endroits, prendre l'initiative de cette étude, en s'adjoignant les meilleurs représentants des autres groupes révolutionnaires. Ainsi se constitueraient les éléments d'un grand état-major de la révolution. Le noyau central donnerait à ce travail l'unité nécessaire. Ce travail préparatoire, qui d'abord peut paraître "académique", serait par la suite d'une extrême valeur, peut-être même d'une importance décisive. A une époque comme celle que traverse l'Espagne, la plus grande faute que l'on puisse commettre est de perdre du temps.

### **14 avril 1931.**

Merci pour les extraits du discours de Thaelmann sur la révolution "populaire", qui m'avait échappé. On ne saurait imaginer une façon plus stupide et plus sournoise d'embrouiller la question en la posant. Donner ce mot d'ordre d'une "révolution populaire", et encore en alléguant Lénine! Mais voyons, chaque numéro du journal fasciste de Strasser étale le même mot d'ordre, *qui s'oppose* à la devise marxiste: révolution de classe! Bien entendu, toute grande révolution est populaire ou nationale en ce sens qu'elle groupe autour de la classe révolutionnaire toutes les forces vives et créatrices de la nation et qu'elle reconstruit celle-ci autour d'un nouvel axe. Mais il n'y a pas là de mot d'ordre, il n'y a qu'une description sociologique de la révolution, une description qui exige

d'ailleurs des éclaircissements précis et concrets. Si l'on veut en faire un mot d'ordre, c'est une calembredaine, c'est du charlatanisme; c'est opposer aux fascistes une concurrence de bazar, et les ouvriers feront les frais de ce bourrage de crânes.

Elle est bien étonnante, l'évolution des mots d'ordre de l'Internationale communiste sur cette question précisément. Depuis le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, la devise "classe contre classe" est devenue l'expression populaire de la politique du *front unique prolétarien*. Formule absolument juste: tous les ouvriers doivent serrer les rangs contre la bourgeoisie. Mais ensuite on a tiré du même mot d'ordre une alliance avec les bureaucrates réformistes contre les ouvriers (expérience de la grève générale anglaise). Puis, on s'est jeté à l'autre extrémité: pas d'accords possibles avec les réformistes; "classe contre classe". Cette formule qui devait servir au rapprochement des ouvriers social-démocrates et des ouvriers communistes a pris, pendant la "troisième période", le sens d'une lutte contre les ouvriers social-démocrates, comme si ces derniers étaient d'une classe différente. A présent, nouvelle volte-face: révolution populaire et non plus prolétarienne. Le fasciste Strasser dit que 95% du peuple ont intérêt à la révolution et que, par conséquent, il s'agit d'une révolution populaire, mais non de classe. Thaelmann reprend la même chanson. En fait, pourtant, l'ouvrier communiste devrait dire à l'ouvrier fasciste: Oui, bien sûr, 95%, sinon 98%, de la population sont exploités par le capital financier. Mais cette exploitation est organisée hiérarchiquement: exploités, sous-exploités, exploités de troisième classe, etc. C'est seulement au moyen de cette gradation que les sur-exploités maintiennent en servitude la majorité de la nation. Pour que la nation puisse effectivement se reconstituer autour d'un nouvel axe de classe, elle doit se reconstruire idéologiquement, et ce n'est réalisable que si le prolétariat, loin de se laisser absorber par "le peuple", par "la nation", développe son *programme particulier* de révolution *prolétarienne* et contraint la petite bourgeoisie à choisir entre les deux régimes. Le mot d'ordre d'une révolution populaire est une berceuse lénifiante pour la petite bourgeoisie comme pour les larges masses ouvrières; il les engage à se résigner à la structure bourgeoise hiérarchisée du "peuple" et ralentit leur émancipation. En Allemagne, dans les conditions actuelles, ce mot d'ordre d'une révolution populaire efface toute démarcation idéologique entre le marxisme et le fascisme, réconcilie une partie des ouvriers et la petite bourgeoisie avec l'idéologie fasciste, leur permettant de penser qu'il n'est pas nécessaire de faire un choix puisque, d'un côté comme de l'autre, il s'agit de révolution populaire. Ces révolutionnaires à la manque, chaque fois qu'ils se heurtent à un ennemi sérieux, songent avant tout à s'accommoder de lui, à se parer de ses couleurs et à conquérir les masses, non par la lutte révolutionnaire, mais par quelque truc ingénieux. Ignominieuse façon, vraiment, de poser la question! Si les faibles communistes espagnols s'assimilaient cette formule, ils en arriveraient chez eux à une politique du Kuomintang.

### **20 avril 1931.**

Bien des similitudes entre le régime de février 1917 en Russie et le régime républicain actuel en Espagne sautent aux yeux. Mais on aperçoit aussi des différences profondes: a)l'Espagne n'est pas en guerre et vous n'avez pas à lancer un mot d'ordre efficace de lutte pour la paix; b)vous n'avez pas encore de soviets ouvriers, ni -faut-il le dire?- de soviets de soldats; dans la presse, je ne vois même pas que ce mot d'ordre ait été proposé aux masses; c)le gouvernement républicain exerce depuis le début la répression contre l'aile gauche du prolétariat, ce qui ne s'est pas produit chez nous en février, car les baïonnettes étaient à la disposition des soviets d'ouvriers et de soldats, et non pas entre les mains du gouvernement libéral.

Ce dernier point est d'une importance énorme pour notre agitation. Le régime de Février réalisait du premier coup, dans le domaine politique, une démocratie complète et, en son genre, quasi-absolue. La bourgeoisie ne se maintenait que par son crédit dans les masses ouvrières et dans l'armée. Chez vous, la bourgeoisie s'appuie non seulement sur la confiance mais sur la violence organisée qu'elle a reprise de l'ancien régime. Vous n'avez pas la liberté pleine et entière des réunions, de la parole, de la presse, etc. Les bases électorales de vos nouvelles municipalités sont fort loin de l'esprit démocratique. Or, dans une époque révolutionnaire, les masses sont particulièrement sensibles à toute inégalité de droit, et aux mesures policières de quelque genre qu'elles soient. En d'autres termes, il est indispensable aux communistes, pour l'instant, de se manifester comme le parti démocratique le plus conséquent, le plus résolu et le plus intransigeant.

D'autre part, il faut immédiatement s'occuper de constituer des soviets ouvriers. A cet égard, la lutte pour la démocratie est un excellent point de départ. Ils ont, eux, leur municipalité; nous avons besoin, nous autres ouvriers, de notre junte locale pour défendre nos droits et nos intérêts.

### **23 avril 1931.**

*(Extrait d'une lettre adressée à Barcelone)*

La Fédération catalane doit s'efforcer d'adhérer à l'organisation communiste pan-espagnole. La Catalogne est une avant-garde. Mais si cette avant-garde ne marche pas du même pas que le prolétariat et, plus tard, que les paysans de toute l'Espagne, le mouvement catalan ne s'achèvera tout au plus que par un épisode grandiose, dans le style de la Commune de Paris. La position spéciale de la Catalogne peut amener de tels résultats. Le conflit national peu si bien s'échauffer que l'explosion catalane se produise longtemps avant que l'Espagne, dans l'ensemble de sa situation, ne soit mûre pour une deuxième révolution. Ce serait un très grand malheur historique si le prolétariat catalan, cédant à l'effervescence, à la fermentation du sentiment national, se laissait entraîner à une lutte décisive avant d'avoir pu se lier étroitement avec toute l'Espagne prolétarienne. La force de l'opposition de gauche, à Barcelone comme à Madrid, pourrait et devrait être d'élever toutes les questions à leur niveau historique.

### **17 mai 1931.**

*(Extrait d'une lettre adressée à Madrid)*

Parlons de ce qu'on dit être le "nationalisme" de la Fédération catalane. C'est une question très importante, très grave. Les erreurs commises sur ce point peuvent avoir des conséquences fatales.

La révolution a réveillé en Espagne, plus puissamment que jamais, toutes les questions, dont celle des nationalités. Les tendances et les illusions nationales sont représentées principalement par les intellectuels petits-bourgeois, qui s'efforcent de trouver un appui chez les paysans contre le rôle dénationalisateur du gros capital et contre la bureaucratie d'Etat. Le rôle dirigeant -

pour la phase actuelle- de la petite bourgeoisie dans le mouvement d'émancipation nationale, comme en général dans tout le mouvement démocratique révolutionnaire, introduit inévitablement, dans ce dernier, nombre de préjugés de toute sorte. Venant de ce milieu, les illusions nationales s'infiltrèrent également parmi les ouvriers. Telle est, vraisemblablement, dans l'ensemble, la situation en Catalogne, et peut-être, jusqu'à un certain point, dans la Fédération catalane. Mais ce que je viens de dire n'atténue nullement le caractère *progressiste, démocratique révolutionnaire* de la lutte nationale catalane contre la suzeraineté espagnole, l'impérialisme bourgeois et le centralisme bureaucratique.

Pas un instant on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des démocrates nationaux catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des socialistes nationaux. Toute cette confrérie est d'avis, d'une part de maintenir les servitudes des colonies espagnoles et, d'autre part, d'assurer le maximum de centralisation bureaucratique de la métropole; c'est-à-dire qu'elle veut l'écrasement, par la bourgeoisie espagnole, des Catalans, des Basques et autres nationalités. Dans la phase actuelle, étant donné les combinaisons présentes des forces de classe, le nationalisme catalan est un facteur révolutionnaire progressiste. Le nationalisme espagnol est un facteur impérialiste réactionnaire. Le communiste espagnol qui ne comprend pas cette distinction, qui affecte de l'ignorer, qui ne la met pas en valeur, au premier plan, qui s'efforce au contraire d'en atténuer l'importance, risque de devenir un agent inconscient de la bourgeoisie espagnole et d'être à tout jamais perdu pour la cause de la révolution prolétarienne.

Où est le danger des illusions nationales petites-bourgeoises? Elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en sections nationales. Le danger est très sérieux. Les communistes espagnols peuvent le combattre avec succès, mais d'une seule manière: en dénonçant implacablement les violences commises par la bourgeoisie de la nation suzeraine et en gagnant ainsi la confiance du prolétariat des nationalités opprimées. Toute autre politique reviendrait à soutenir le nationalisme réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste, qui est maîtresse du pays, contre le nationalisme démocratique révolutionnaire de la petite bourgeoisie d'une nation opprimée.

### **20 mai 1931.**

Vous m'écrivez que les mensonges de *l'Humanité* provoquent de l'indignation en Catalogne. Il est facile de l'imaginer. Mais il ne suffit pas de s'indigner. Il est indispensable que la presse oppositionnelle donne systématiquement le tableau de ce qui se passe en Espagne. C'est une question d'une énorme importance. C'est d'après la vivante expérience de la révolution espagnole que doit se faire la rééducation des cadres du communisme international. Que des correspondances soient expédiées méthodiquement de Barcelone et de Madrid -il ne s'agit pas simplement de lettres- ce seront des documents politiques d'une importance de premier ordre. Si cela manque, les staliniens sont capables de créer autour de la Fédération catalane une atmosphère d'isolement et d'hostilité qui, à elle seule, pourrait pousser l'élite des ouvriers catalans dans la voie de l'aventure et de la catastrophe.